

Au Tchad, succession dynastique ou recomposition du bloc hégémonique ?

Roland Marchal

▶ **To cite this version:**

Roland Marchal. Au Tchad, succession dynastique ou recomposition du bloc hégémonique ?. Les Études du CERI, 2026, 288, 45 p. ⟨10.25647/etudesduceri.288⟩. ⟨hal-05869223⟩

HAL Id: hal-05869223

https://sciencespo.hal.science/hal-05869223v1

Submitted on 17 Nov 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

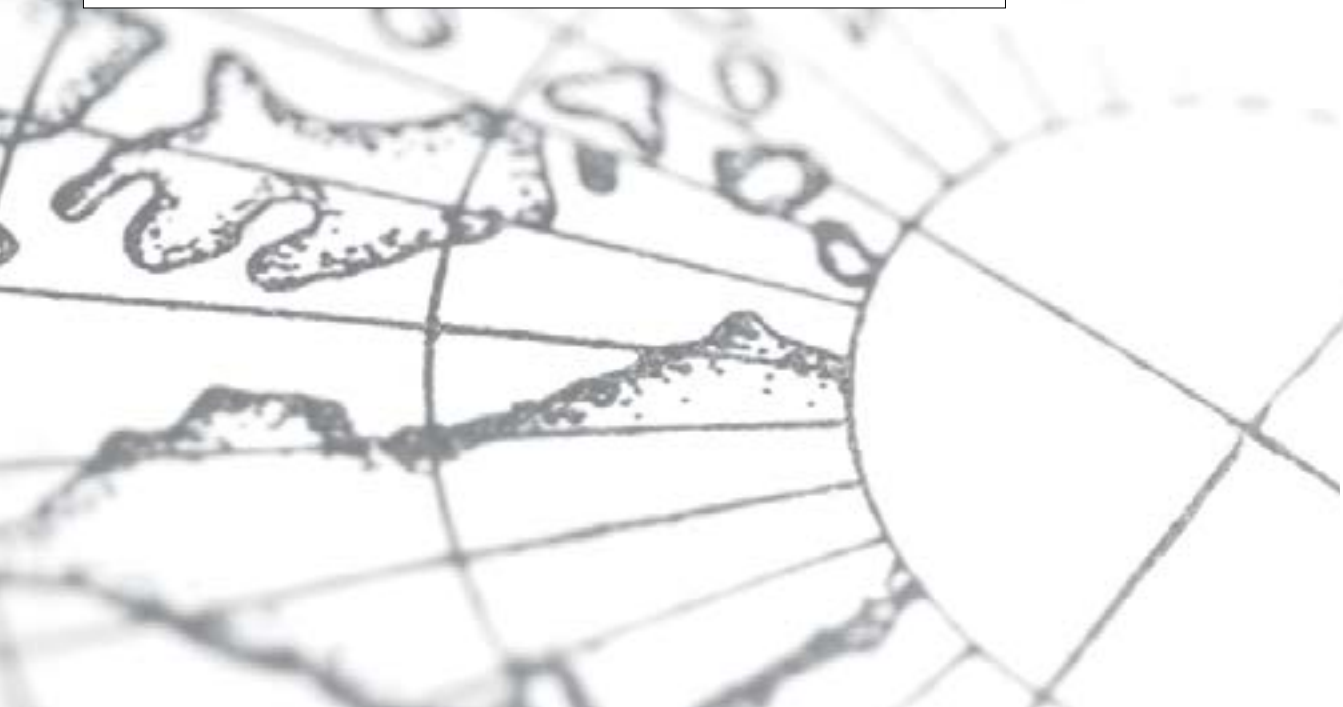
SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 288 novembre 2026

AU TCHAD, SUCCESSION DYNASTIQUE OU RECOMPOSITION DU BLOC HÉGÉMONIQUE ?

Roland Marchal



cnrs

Au Tchad, succession dynastique ou recomposition du bloc hégémonique ?

Résumé

La mort d'Idriss Déby Itno inaugure une transition politique qualifiée de coup d'Etat institutionnel. De fait, la communauté internationale soutient Mahamat Idriss Déby Itno, sans obtenir le respect *a minima* des règles de la transition ni la transparence budgétaire rendue nécessaire par l'état des finances publiques. S'il s'agit d'une succession dynastique, des évolutions se font jour : les promesses de renouveau politique se dissipent vite ; le changement de génération dans les échelons dirigeants de l'appareil d'Etat, notamment de l'appareil sécuritaire, est massif et les fonctionnements clientélistes s'aiguisent. L'implication des Emirats arabes unis dans la guerre au Soudan fournit les ressources financières pour consolider des alliances politiques et acheter des allégeances. Le rôle du parti présidentiel autant que la composition du premier cercle éclairent les choix les plus surprenants. Pourtant, le discours souverainiste censé nourrir une nouvelle légitimité se fracture sur les réalités régionales. La relation militaire avec la France est restaurée après un an de brouille, les espoirs mis dans l'Alliance des Etats sahéliens peinent à se concrétiser et la mobilisation antiterroriste patine. Le nouveau régime se trouve face aux mêmes faiblesses systémiques que l'ancien, sans cependant échapper aux conséquences d'une guerre qu'il a alimentée.

Chad: Dynastic Succession, or Reconfiguration of the Hegemonic Block?

Abstract

The death of Idriss Déby Itno has ushered in a political transition described as an 'institutional coup d'état'. In fact, the international community is backing Mahamat Idriss Déby Itno, without securing even a minimum level of compliance with the rules governing the transition or the budgetary transparency required given the state of public finances. While this is a dynastic succession, certain developments are becoming apparent: promises of political renewal are quickly fading; there is a massive generational shift within the leadership ranks of the state apparatus, particularly the security apparatus; and clientelist practices are intensifying. The United Arab Emirates' involvement in the war in Sudan is providing the financial resources to consolidate political alliances and buy allegiances. The role of the presidential party, as well as the composition of the inner circle, sheds light on the most surprising decisions. However, the sovereignist rhetoric intended to foster a new legitimacy is fracturing in the face of regional realities. Military relations with France have been restored following a year of strained relations. The hopes pinned on the Alliance of Sahelian States are struggling to materialise. The anti-terrorist campaign is stalling. The new regime faces the same systemic weaknesses as the previous one, whilst still being unable to escape the consequences of a war it has fuelled.

Au Tchad, succession dynastique ou recomposition du bloc hégémonique ?

Roland Marchal, Ceri CNRS

La mort d'Idriss Déby Itno, plusieurs fois scénarisée durant ses trente années au pouvoir, s'est produite à un moment qu'aucun analyste n'avait anticipé. En effet, même si certains observateurs ont rappelé que « celui qui vit par l'épée meurt par elle », la situation tchadienne avait déjà été plus tendue qu'en avril 2021. La campagne électorale s'était déroulée dans une atmosphère assez morne tant le résultat des urnes était prévisible. Certes, l'opposition armée existait, sanctuarisée en Libye, mais personne ne lui accordait une grande crédibilité après l'écrasement en février 2019 d'une colonne d'opposants grâce à l'appui aérien de la France[1].

L'ironie de la situation ne pouvait alors échapper à tous ceux qui avaient eu à subir la réalité répressive d'un régime dont les abus ne se comptaient plus. L'annonce d'une victoire sans surprise à l'élection présidentielle qui s'était tenue le 11 avril 2021 fut faite pratiquement au même moment que celle de la mort de l'autocrate tchadien. Une dictature que la France et ses alliés avaient soutenue à bout de bras pendant plusieurs décennies pour « préserver la stabilité » s'achevait, laissant soudain craindre le pire pour le lendemain. Une drôle de stabilité, bâtie sur des années d'oppression, mais qui pouvait se dissiper en quelques heures, un argument contourné dont aucun dirigeant français n'avait voulu mesurer l'inanité.

Mais ce régime n'était pas seulement celui d'un homme devant lequel tout le monde s'inclinait devant le courage physique et la détermination. Il était aussi celui d'une famille, d'un clan, d'un système, qui avait acquis sa légitimité aux yeux de la communauté internationale en se maintenant au sommet de l'Etat plus de trente ans en dépit de bien des soubresauts et en jouant dans la décennie écoulée un rôle crucial au Sahel. Idriss Déby Itno (IDI) avait su

[1] AFP, « L'armée française bombarde une colonne de rebelles pour éviter la déstabilisation du Tchad », *Le Monde*, 6 février 2019.

déterminer la posture régionale du Tchad pour pérenniser un soutien international tout en conservant une marge de manœuvre importante au niveau intérieur[2].

Ce que furent les premières heures du Tchad sans son président mériterait de longs développements car, évidemment, dans les coulisses beaucoup de monde s'activait pour dessiner à grands traits le contenu d'une transition, tant il était clair que la loi constitutionnelle, pourtant tant de fois remaniée suivant les vœux du président, ne serait pas respectée.

De fait, les mois qui suivirent l'instauration d'un Conseil militaire de transition (CMT) présidé par l'un des fils d'Idriss Déby, Mahamat (aussi nommé Mahamat Kaka en référence à sa grand-mère paternelle – *kaka* en *zaghawa* – qui l'avait éduqué dans ses premières années), soulignèrent la fragilité du régime, moins à cause de ses opposants que des revendications sans cesse renouvelées de ses affidés. A la répression des manifestants qui rêvaient d'un autre Tchad répondaient des vagues successives de nominations, de promotions et de mises à pied d'officiers supérieurs dont on peinait à comprendre la rationalité, mais dont on notait qu'ils appartenaient en très grande majorité aux groupes ethniques *zaghawa* et *gorane*, qui avaient le plus bénéficié des largesses du président défunt, aux dépens de la très grande majorité de la population tchadienne.

Pourtant, un doute existait, au moins pour un temps, au sein des opposants historiques et de nombreux observateurs, à la fois inquiets d'une évolution régionale qui n'incitait guère à une ouverture politique et de déclarations françaises et internationales ambiguës ou contradictoires. Pendant quelques mois, l'espoir d'un autre scénario perdura, crédibilisé par le retour d'opposants historiques, la nomination d'adversaires politiques à des postes à responsabilité et une atmosphère étrange où les amnisties individuelles, les promotions au sommet de l'appareil d'Etat semblaient récompenser certains opposants qui avaient passé des années en exil, tandis que les expressions publiques et collectives d'aspiration au changement étaient réprimées brutalement[3].

Ledit Dialogue national inclusif et souverain (DNIS), qui fut décliné en deux moments, à Doha d'abord puis à N'Djamena, en 2022, exprimait bien ces réalités contradictoires. D'un côté, il était clair, si l'on considérait l'identité des participants, que tout avait été fait pour contrôler le cours de débats et impulser les résolutions souhaitées par le CMT. Mais, de l'autre, la nouveauté de la situation n'échappait à personne : des figures majeures de l'opposition civile prenaient la parole dans une enceinte gardée par les militaires, des propositions sur la structure de l'Etat ou la démilitarisation de l'administration locale étaient discutées comme si elles coulaient de source alors qu'elles auraient valu à leurs auteurs un embastillement quelques mois auparavant[4]. Surtout, des revendications communes émanaient de régions ou de communautés politiquement aux antipodes : on se rendait compte que la population ordinaire, qu'elle fût du Nord ou du Sud, souffrait des mêmes maux et attendait les mêmes

[2] Roland Marchal, « An emerging military power in central Africa ? Chad under Idriss Déby », *Sociétés politiques comparées*, n° 40, 2017, **https://fasopo.org/sites/default/files/charivaria1_n40.pdf**

[3] Tournons la Page, *Tchad :* une répression héréditaire, mars 2022, **https://www.tournonslapage.org/fr/documents/tchad-une-repression-hereditaire**

[4] Notons que certaines avaient déjà été mentionnées lors d'autres forums organisés sous la houlette du président défunt.

réformes profondes. Ce véritable choc n'était pas étranger à la popularité de Succès Masra, opposant – hors du sérail alors – et porteur de revendications d'une jeunesse tchadienne (et non uniquement sudiste[5]) en dépit de ses nombreuses déclarations controversées[6].

Ce qui semblait pouvoir être plus qu'un stratagème pour rester au pouvoir s'acheva pourtant en octobre 2022 par deux événements qui clôturèrent symboliquement la transition, même si celle-ci fut officiellement prolongée de dix-huit mois supplémentaires. D'une part, les conférenciers décidèrent que le président de la transition avait toute liberté d'aller aux élections en dépit d'une promesse faite à la population tchadienne et aux interlocuteurs africains et internationaux au printemps 2021. De l'autre, la répression sanglante de la manifestation du 20 octobre indiqua que le régime Déby se survivait à lui-même dans ses méthodes et sa violence.

La suite fut donc moins surprenante que ne l'avaient été les dix-huit premiers mois de cette transition : un référendum constitutionnel qui ne respectait pas les recommandations du DNIS, puis des élections générales aux résultats si prévisibles ; la mise au pas d'une opposition civile fragmentée dont les naïvetés et les erreurs laissaient affleurer les ambitions personnelles à peine dissimulées de certains de ses dirigeants, le passage à une génération nouvelle pressée d'obtenir les postes de direction du pays, ainsi que les émoluments et les passe-droits auxquels ces derniers donnaient accès. Comme dans d'autres pays, tous les débats du DNIS pouvaient être remisés devant le retour des vieilles habitudes autocratiques[7].

Pourtant, en dépit de cette maîtrise apparente des appareils de coercition et du silence international sur les abus les plus grands, le nouveau pouvoir peine jusqu'à aujourd'hui à recréer l'impression d'une stabilité que nul à l'intérieur du Tchad ne puisse remettre en cause. S'il ne s'agit pas ici de pronostiquer de nouvelles péripéties politiques agitées, il est important de mesurer le fait que la pérennisation de la domination est remise en cause au jour le jour par l'accumulation de tensions liées à deux problèmes très différents.

D'une part, la mort d'Idriss Déby s'est produite à un moment charnière pour la région. A l'ouest, alors que la transition tchadienne prenait forme, les coups d'Etat militaires[8] et la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) remettaient en cause une configuration régionale où la France jouait un rôle particulier, à la fois de caution et de protectrice d'un ordre qui soudain se dissipait sous ses propres contradictions, pas seulement à cause des échecs de la lutte antiterroriste et des campagnes de désinformation russes. A l'est, la fin du régime d'Omar al-Béchir ne pouvait que modifier à terme les relations avec les dirigeants soudanais,

[5] Les termes « sudiste » et « nordiste » qualifient des catégories politiques et non géographiques au Tchad depuis 1979.

[6] Né en 1983, Succès Masra, après de brillantes études au Cameroun et en France, devient un cadre de la Banque africaine de développement. En avril 2018, il abandonne cette carrière et fonde le parti Les Transformateurs, qui mène une campagne active avant la campagne présidentielle d'avril 2021, à laquelle il n'est pas autorisé à participer compte tenu de son âge. A bien des égards, il se positionne en rupture par rapport à l'opposition civile dirigée par des leaders d'une autre génération, comme Saleh Kebzabo.

[7] Roland Marchal, « Brève histoire d'une transition singulière », Rapport de recherche, Bangui/Paris, Réseau des organisations de la société civile centrafricaine pour la gouvernance et le développement (ROSCA-GD)/ CCFD-Terre solidaire, 2016.

[8] Mali : 18 août 2020, puis 25 mai 2021. Burkina Faso : 30 septembre 2022. Niger : 26 juillet 2023. Soudan : 25 octobre 2021.

notamment avec ceux qui avaient été le plus liés à la longue période de l'entente cordiale entre les deux dictateurs depuis juin 2009. La guerre ouverte en avril 2023 entre les Forces de soutien rapide (FSR) dirigées par le général Mohamed Hamdan Dagolo dit Hemedti et les Forces armées soudanaises (FAS) conduites par le général Abdel Fattah al-Burhan exacerbait encore ces tensions au sein de l'appareil militaire et sécuritaire tchadien.

D'autre part, la disparition d'Idriss Déby n'a pas mis un terme aux oppositions les plus radicales, militaires, politiques ou même familiales, que le dirigeant tchadien avait su ou pu contenir durant la dernière décennie. Le fait que les principaux caciques militaires et sécuritaires fassent corps et cooptent l'un des fils du président décédé ne changeait rien sur le fond. Ces désaccords basés sur des motifs très différents, ces rivalités interpersonnelles, ces inquiétudes sur les influences possibles internes ou externes renvoyaient à une histoire dont Idriss Déby lui-même n'avait pu s'affranchir. Dépourvu du poids politique et de la légitimité militaire de son père puisqu'il n'en était que le fils, le nouveau président a dû répondre à différents procès en légitimité menés par certains de ses parents ou par des proches de son père avant même ceux de ses ennemis réfugiés à l'étranger. Comment réagir à ces critiques, sauf à mobiliser certains arts du pouvoir, à savoir le contrôle par la peur et la séduction, et l'attrait des voies d'enrichissement sous la coupe de l'Etat ? Encore fallait-il avoir des ressources conséquentes pour développer un clientélisme massif et sociologiquement intelligent comme celui qui sous-tend le système du *makhzen* marocain.

C'est à l'aune de ce dilemme que doit être appréhendée l'alliance qui s'est nouée dans les tout premiers mois de la guerre au Soudan avec les Emirats arabes unis, à la fin du printemps 2023. La rationalité du positionnement du régime tchadien, aux antipodes de sa neutralité proclamée, a relevé autant d'un calcul sur la capacité du général Hemedti à recruter et à redéployer sur les champs de bataille soudanais une grande part des possibles rebelles tchadiens hostiles au jeune président, que d'un pari sur la générosité financière et l'appui diplomatique d'Abou Dhabi, qui permettrait de répondre aux multiples requêtes des proches ou des opposants tout en adaptant le système clientéliste hérité de son père à une nouvelle génération.

En faisant un tel choix, le nouveau président est allé au-devant d'écueils importants. D'abord, il a confirmé l'exclusion historique d'une majorité de la population tchadienne, au risque d'accroître la coercition sur une partie de sa jeunesse qui aspirait à tout autre chose et pouvait, elle aussi, trouver dans les pays voisins les moyens nécessaires à de nouvelles rébellions armées. Ensuite, il est devenu l'otage de son entourage immédiat, dans la mesure où il lui a fallu réguler au jour le jour les jalousies et les requêtes d'un cercle de griots, d'ambitieux et de cadres qui ne rêvent que de s'approprier l'argent public aux dépens du fonctionnement ordinaire de l'appareil d'Etat, quitte à affaiblir encore davantage l'efficacité de ce dernier. Enfin, il est devenu prisonnier d'une alliance avec les Emirats arabes unis dont il ne maîtrisait pas les termes et dont les implications étaient décisives sur la stabilité de son propre régime : sa subordination à ces intérêts étrangers n'a pu être dissimulée malgré un discours souverainiste ou panafricaniste que les Etats de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) considéraient dubitativement.

Les affrontements au Darfour, singulièrement la prise de la capitale du Darfour du Nord le 26 octobre 2025, et ses prolongements dans les campagnes à la frontière avec le Tchad

ont ainsi posé une question existentielle au régime tchadien. Le jeune président a dû à la fois consolider une politique de rupture avec les *Zaghawa* soudanais, qui étaient à la peine contre les Forces de soutien rapide, et empêcher une jonction entre, d'une part, ces derniers et leurs alliés et parents au Tchad et, d'autre part, les mécontents de l'intérieur, qu'ils soient marginalisés ou jaloux de la perte de prérogatives dont ils avaient bénéficié par le passé.

Mon but est d'éclairer ici les conditions dans lesquelles ces choix ont été faits, sans pour autant tenter la moindre prévision sur la durabilité d'un tel pouvoir même si l'aiguisement des tensions internes au sein des affidés est peut-être aussi déstabilisateur que la dépendance vis-à-vis d'une guerre dont personne ne peut entrevoir le terme à l'heure actuelle.

Pour ce faire, il me paraît important de revenir d'abord sur l'Etat du régime tchadien à la mort du maréchal Idriss Déby Itno. Autant que les conditions de sa mort qui restent étrangement disputées jusqu'à aujourd'hui, il faut en effet prendre en compte la conjoncture créée par la situation au Sahel, et les arrangements qui ont permis au Tchad de rester relativement indemne des soubresauts soudanais et libyens. Le rôle des Etats occidentaux est évidemment crucial et éclaire les conditions dans lesquelles la transition tchadienne a pris forme, une fois la mort du dirigeant tchadien rendue publique.

Ensuite, sans inutile nostalgie, il convient de revenir sur les épisodes qui ont marqué la transition, le dialogue de Doha avec lesdits mouvements politico-militaires puis le Dialogue national inclusif et souverain, qui s'est déroulé à N'Djamena pendant près de deux mois. La décision prise par cette assemblée d'autoriser le président de la transition à être candidat à l'élection présidentielle à venir n'était certes pas la seule recommandation, mais elle est apparue comme la seule à devoir être mise en œuvre avec diligence. Rétrospectivement, de nombreux participants ont justifié leur vote en affirmant que l'appareil militaire aurait pris des mesures radicales en cas de refus d'adouber le président de la transition. Peut-être. Certains ont affirmé que le vote était déjà acquis compte tenu de la nature de l'assemblée plénière et que s'y opposer publiquement eût valu une future sanction. Peut-être.

De plus, la suite des événements a été d'une certaine façon sans grande surprise : la répression, les victoires électorales, et les rivalités dans le cercle du pouvoir qui s'aiguisèrent très vite, mobilisant rapidement les mêmes techniques répressives qu'avant 2021, les assassinats, les emprisonnements arbitraires, la corruption. Pourtant, la nouvelle donne induite par la guerre au Soudan et l'appui logistique fourni à l'un des protagonistes de cette guerre très généreusement monnayé, permettent de mieux saisir les transformations et les évolutions du régime car même si, en décembre 2024, Mahamat Kaka se fit nommer maréchal par le parlement qu'il avait lui-même désigné, son régime ressemblait de moins en moins à celui de son père, en dépit de points communs évidents. La rente financière alimentée par Abou Dhabi permettait en effet, à travers les mises à pied et les nominations, de dessiner un nouveau cercle dirigeant et, potentiellement, de nouveaux rapports de force entre communautés, autant celles qui avaient leur mot à dire dans les équilibres internes du pouvoir que celles qui en étaient une nouvelle fois exclues.

Enfin, il faut revenir rapidement sur les modifications des alliances entreprises par le nouveau régime : en dépit des rumeurs propagées par ses opposants, il a renvoyé les troupes françaises (et américaines) dans des conditions très humiliantes mais n'a pas ouvert la porte

à la Russie ni à la Turquie. Le rééquilibrage qu'il souhaitait a peiné à se mettre en place pour des raisons qui méritent une analyse. Le voyage du président en France en janvier 2026 a marqué les limites d'un *aggiornamento* qui a duré un an.

Je me fonde dans mon analyse sur des entretiens que j'ai menés lors de plusieurs séjours au Tchad depuis 2023, avec des officiels tchadiens autant qu'avec des opposants[9]. Aucune de ces personnes n'a de responsabilité dans l'analyse présentée ici, à laquelle elles ne souscriraient sans doute pas en majorité. Pour préserver leur sécurité, aucun nom ne sera mentionné.

La mort d'Idriss Déby Itno et l'inauguration d'une transition

Un contexte régional en plein bouleversement

La mort d'Idriss Déby s'est produite à une période charnière de la présence internationale dans la grande région[10]. La situation sécuritaire au Mali était détériorée depuis plusieurs années, à l'instar de celle au Nigeria, et la propagande antifrançaise dopée par l'activisme russe (notamment à partir de la République centrafricaine) battait son plein en popularisant une thèse complotiste mettant en avant l'aide de Paris aux mouvements djihadistes afin de pouvoir perdurer dans l'espace sahélien. Comme à son habitude, lorsqu'il mena campagne pour sa réélection en 2021, Idriss Déby multiplia les allusions à ces thèses sans jamais les endosser, afin de montrer aux électeurs tchadiens qu'il n'était pas la marionnette d'intérêts français que décrivait son opposition.

Cette détérioration de la situation régionale n'était pas uniforme même si elle ne faisait guère de doute. Les relations avec le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, n'étaient pas bonnes car le dirigeant tchadien n'appréciait pas la présence de Wagner à proximité de sa frontière méridionale (théoriquement fermée depuis 2014), quand bien même il avait peu de sympathie pour les groupes armés qui avaient tenté sans succès d'empêcher la tenue des élections en décembre 2020 et janvier 2021[11]. Ses réserves portaient aussi sur la forte présence militaire rwandaise sous le drapeau national ou incluse dans la force onusienne, la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République

[9] L'auteur tient à remercier le CCFD-Terre Solidaire et le Programme de recherche Turquie Afrique (SAB/Sciences Po) dirigé par Bayram Balci pour leur soutien à ses recherches en Afrique centrale. L'auteur est seul responsable de l'analyse proposée ici.

[10] Jérôme Tubiana et Marielle Debos, « Déby's Chad : Political manipulation at home, military intervention abroad, challenging times ahead », Washington D. C./Pretoria, United States Institute of Peace/Institute for Security Studies, 2017.

[11] A la demande des organisations régionales impliquées dans la médiation en République centrafricaine, il accueillit un temps l'ancien président François Bozizé jusqu'à son départ en Guinée-Bissau au printemps 2023, obtenu par les Etats-Unis.

centrafricaine). Cependant, on ne pouvait pas oublier les enjeux économiques, notamment liés au pastoralisme, et les ambitions minières des officiers généraux tchadiens du premier cercle[12].

Le sommet de Pau en janvier 2020, avant le coup d'Etat au Mali quelques mois plus tard, en août de la même année, avait déjà indiqué la nécessité d'une remise en cause de l'opération Barkhane et la fragilisation de la posture française. Mais cette remise en question n'avait pas eu lieu et le second coup d'Etat de mai 2021 eut des implications plus drastiques, tant sur la composition du gouvernement à Bamako que sur le stationnement de forces internationales vouées aux gémonies : le départ du Mali de Barkhane fut annoncé en juin 2022, celui de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) un an après en juillet 2023. Le G5 Sahel ne pouvait y survivre.

Du point de vue tchadien, Idriss Déby avait très bien joué car, en intervenant aux côtés des troupes françaises dès janvier 2013, il s'était positionné comme un acteur africain indispensable, jouant un rôle important au niveau de la Minusma puisque le contingent tchadien en son sein avait longtemps dépassé 1 300 hommes, et qu'un ancien ministre des Affaires étrangères tchadien, Mahamat Saleh Annadif, en avait été le dirigeant pendant plus de cinq ans. Si l'engagement de l'armée tchadienne au Mali avait été précoce (janvier 2013), il avait pris forme à la fin de 2014 dans les pays riverains du lac Tchad[13].

L'implication militaire au Mali et son terme, dont les effets se firent sentir après la mort d'Idriss Déby, constituaient un aspect important de l'économie politique du système sécuritaire tchadien[14]. En effet, en bénéficiant de la sympathie de la France et des autres puissances occidentales, ce dernier avait su maximiser le nombre de ses soldats impliqués au Sahel et en avait recueilli des avantages financiers conséquents, et cela d'autant plus que les soldes et autres indemnités perçues n'étaient pas payées aux soldats à la hauteur des montants définis internationalement[15]. Où allait le reste ? Des analystes évoquèrent vertueusement le budget de la Défense et les fameux frais administratifs, d'autres alléguèrent les retenues indues effectuées par les officiers supérieurs impliqués, quelques-uns rappelèrent que la présidence devait avoir sa part[16].

Au-delà de ces flux financiers directs liés à la présence militaire, il y avait le reste, l'essentiel, l'appui fourni par les donateurs dans une séquence qui n'était pas bonne pour l'économie tchadienne à cause de la baisse du prix du pétrole, puis de la pandémie de Covid-19. Pour

[12] « Chad/CAR : Escalating tensions against backdrop of France-Russia conflict », *The Africa Report*, 4 juin 2021.

[13] Gilbert Maoundonodji, « L'armée tchadienne au Sahelistan ou la puissance de la faiblesse d'un Etat fragile », *Revue africaine de droit et de science politique*, Vol. 8, n° 2, 2020, pp. 425-448.

[14] On admet que le budget de la Défense représente jusqu'à 40 % du budget de l'Etat, mais au Tchad, en dépit des demandes des institutions de Bretton Woods, il y a une grosse différence entre la loi budgétaire telle qu'elle est votée et le budget tel qu'il est réalisé. Il n'y a pas de transparence car une grande partie des budgets des différents ministères est transférée à la présidence de la République, qui en fait un usage régalien dénué de tout contrôle *a posteriori*.

[15] D'autres questions, au moins aussi importantes, restent sans réponse. La dernière réforme ambitieuse de l'armée tchadienne était consécutive à la crise des années 2000 et a été finalisée en 2011. Elle visait à vérifier les effectifs et à réduire la part des contingents fictifs. Elle entendait également consolider l'organisation des unités afin de prévenir l'intégration de nouveaux éléments juste avant le départ en opération (certains n'étant même pas initialement soldats). Il semble que ce dernier aspect ait mal résisté au temps.

[16] Sociologiquement, la participation d'un important contingent tchadien au Mali a sans doute eu des effets ambivalents sur la société rurale *zaghawa*, dans la mesure où il a été possible de recruter en masse des jeunes qui auraient été condamnés au sous-emploi et qui ont été ainsi dotés d'un petit capital pour initier une activité économique ou migrer, peut-être dans un premier temps au Soudan ou en Libye.

un Etat sans cesse en quête de nouveaux financements, avec des problèmes réguliers pour s'acquitter du service de sa dette extérieure (et plus encore intérieure), cet argument n'était pas vain[17]. On ne détaillera pas ici les péripéties du remboursement du prêt de 1,2 milliard de dollars octroyé par la compagnie Glencore aux autorités tchadiennes en 2014, qui obligèrent le Tchad, après qu'il eut rompu les relations diplomatiques avec Doha en août 2017 pour obtenir des financements émiratis et saoudiens, à renouer avec le Qatar quelques mois plus tard[18]. La présidence tchadienne réalisait tardivement qu'un des principaux actionnaires de Glencore était le fonds d'investissement qatari. Ces problèmes de gouvernance n'allaient en tout cas pas s'estomper avec la disparition de l'autocrate tchadien.

Cette période fut également celle d'une double normalisation menée grâce à l'aide discrète mais réelle des autorités françaises. D'une part, les relations initialement difficiles[19] avec Khalifa Haftar se détendirent, ce qui permit au Tchad de capitaliser sur les flux commerciaux transfrontaliers et l'orpaillage[20]. Cette normalisation ne fut cependant pas sans nuage dans la mesure où des rebelles tchadiens (comme leurs homologues soudanais) avaient trouvé refuge dans le sud de la Libye et avaient survécu aux changements d'allégeance des grands groupes armés libyens qui prétendaient contrôler cette région. La simple existence de ces groupes de combattants restait un problème, malgré les débauchages et les retours volontaires. Comme l'offensive en avril 2021 d'un mouvement armé, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) le démontra, il allait falloir plus que le renseignement français et la mobilisation des meilleurs contingents de la Direction générale des services de sécurité des institutions de l'Etat (DGSSIE) pour en venir à bout.

D'autre part, malgré des relations chaleureuses entretenues avec Omar el-Béchir après la brouille occasionnée par le conflit au Darfour dans les années 2000, le dirigeant tchadien avait manifesté pendant de longues années une certaine appréhension devant la montée en puissance des Forces de soutien rapide (FSR) de Hemedti. Pour comprendre cette posture, il faut revenir à certains événements consécutifs à cette réconciliation, qui avait une dimension nationale mais ne prenait pas en compte la réalité des combats dans la zone transfrontalière, entre le Tchad et le Darfour. En janvier 2012, Idriss Déby s'était marié avec l'une des filles de Moussa Hilal, qui est une grande figure de la tribu arabe des *Mahamid* (incluse dans l'ensemble *Rizeigat*). Ce mariage fut très coûteux pour l'Etat tchadien (qui s'acquitta d'une dot particulièrement élevée) et ne dura pas car la jeune épouse fut rapidement éconduite

[17] Banque mondiale, « Tchad. Note sur la situation économique », Washington D. C., Banque mondiale, 2021.

[18] En 2021, la dette vis-à-vis du *trader* Glencore atteignait près de 5 milliards de dollars. Son service fut différé et son taux d'intérêt revu à la baisse de 4,5 % à 2,5 % grâce aux négociations internationales avec les actionnaires de Glencore, mais cette diminution ne mit pas fin aux échéances qui étaient annoncées pour la fin 2022.

[19] La tentative de coup d'Etat de 1989, qui marque la rupture entre Hissène Habré et son conseiller à la sécurité Idriss Déby, avait de multiples causes. L'une d'elles – pas la plus importante – était l'hostilité de Déby vis-à-vis de la constitution d'une force armée libyenne sous la houlette de la CIA, dont le dirigeant présumé était Khalifa Haftar ; ce groupe armé devait à terme mener des actions en territoire libyen, voire renverser Kadhafi. Lui et ses hommes furent exfiltrés en catastrophe par les Etats-Unis, surpris de la progression rapide de Déby à partir de sa base arrière au Darfour en novembre 1990.

[20] Sasha Jesperson, Rune Henriksen, Riccardo Pravettoni et Christian Nellemann, *Illicit Flows Fuelling Conflict in the Tri-Border : Migration and Artisanal Gold mining in Sudan, Chad and Libya*, RHIPTO/XCEPT, 2021, **https://65532698-add8-432a-84d9-9de3e021baf2.usrfiles.com/ugd/655326_d804ca366a9e4aa9a2c17f4d2f531244.pdf**

par l'entourage du président tchadien. Mais les formes avaient été respectées et Idriss Déby put ainsi profiter d'une réconciliation avec les *Rizeigat* soudanais et d'un soutien accru de leurs parents tchadiens.

Outre son statut au sein du groupe *Mahamid*, Moussa Hilal avait été l'un des principaux chefs des milices *janjawid* dans les années 2000[21]. A la fin de la décennie, il avait aussi un temps commandé une unité paramilitaire qui servait officiellement au contrôle des frontières, Al Istikhbarat al Hudud (« Brigade des frontières »), mais était tombé en disgrâce lorsqu'il avait publiquement accusé le président soudanais d'avoir manipulé les dirigeants arabes du Darfour pour leur faire assumer seuls la responsabilité des massacres de masse. Mis à pied en 2013, c'est l'un de ses adjoints, Hemedti – appartenant lui-même à la tribu *Mahariya* au sein du même ensemble *Rizeigat* –, qui prit la tête de cette milice sous un nouveau nom, les Forces de soutien rapide (FSR).

La création de cette entité paramilitaire, au-delà de son changement d'appellation, visait à récompenser ceux qui au Darfour, essentiellement issus des groupes arabes, avaient joué un rôle de supplétifs des FAS, et aussi à les contrôler en les intégrant dans une structure paramilitaire dotée d'un encadrement plus professionnel et d'une véritable chaîne de commandement. Initialement sous la houlette des services de renseignement et de sécurité, les FSR passèrent en 2017 sous l'autorité du ministère de la Défense, et ce jusqu'en 2023. Les FSR disposaient également de moyens militaires conséquents et combattaient les groupes armés d'opposition au Darfour, au Kordofan du Sud et au Nil Bleu, qui recrutaient pour certains dans la communauté *zaghawa* et étaient bienvenus à N'Djamena. Hemedti bénéficiait donc des dotations de l'Etat soudanais, des paiements effectués par Riyad et Abou Dhabi pour leur implication au Yémen, mais aussi des profits que généraient les nombreuses entreprises qu'il dirigeait dans les travaux publics, le secteur des mines (notamment d'or) et l'import-export.

Idriss Déby ne pouvait passer par perte et profit le fait que son accession au pouvoir en décembre 1990 avait été possible grâce à la mobilisation de la communauté *zaghawa* soudanaise. Certains de ses membres étaient ensuite rentrés au Soudan, mais d'autres s'étaient intégrés au Tchad en obtenant des emplois dans la branche militaire et sécuritaire de l'appareil d'Etat. Les mariages autant que les affaires n'avaient pas peu contribué à densifier les relations transfrontalières. Cette situation avait participé à un accroissement des investissements économiques tchadiens du côté soudanais, et notamment à El-Fasher, tout en renforçant des clivages au sein de la population tchadienne, parmi laquelle beaucoup s'étonnaient que des fonctionnaires de rang moyen ou élevé fussent incapables de parler un français basique.

L'enracinement arabe (notamment *rizeigat*) du recrutement des FSR soulignait une rivalité durable avec les groupes armés *zaghawa* au Darfour, mais la situation sécuritaire au Soudan semblait suffisamment stable pour ne pas inquiéter outre mesure les autorités tchadiennes. De plus, les FSR avaient fourni une alternative professionnelle, un véritable reclassement

[21] Alex de Waal, « Counter-insurgency on the cheap », *London Review of Books*, Vol. 26, n° 15, 2004, **https://www.lrb.co.uk/the-paper/v26/n15/alex-de-waal/counter-insurgency-on-the-cheap**

social à de nombreux combattants et opposants tchadiens à la fin des années 2000[22], ce qui avait ainsi affaibli les mouvements rebelles tchadiens et miné la perspective de nouvelles rebellions contre N'Djamena. Les FSR assuraient donc, dans une certaine mesure, une pacification, obtenue sans répondre à aucune revendication de l'opposition armée historique tchadienne. De fait, nombre d'opposants radicaux et, plus encore, de membres des groupes armés qui participaient au dialogue de Doha en 2022 rejoignirent les FSR après le début de la guerre en 2023, faute d'activation d'un plan de démobilisation au Tchad, ou peut-être du fait de l'attractivité des promesses de salaire côté soudanais. Comme souvent, la dimension proprement économique de ces dynamiques de recrutement restait enfouie sous un fatras de justifications idéologiques et politiques[23].

Si l'on en croit certains officiels tchadiens, les services français auraient aidé à surmonter les défiances réciproques. Même si cet aspect est incertain et peu documenté[24], il est probable que le réchauffement des relations entre IDI et Hemedti ait aussi dynamisé des affaires dont ils tiraient chacun des bénéfices, au-delà des aspects sécuritaires. Cette influence « française » n'était pas la plus surprenante puisque les FSR constituaient le meilleur antidote à la création d'une rébellion armée tchadienne au Darfour en absorbant ses combattants potentiels et en les arrimant à des enjeux proprement soudanais, loin de la politique tchadienne. Les autorités françaises n'ont jamais eu de grand dessein pour le Soudan et ont toujours été tétanisées sur la défense du Tchad, n'hésitant pas à intervenir de multiples fois et à y conserver une opération Epervier pendant des années, en dépit du fait que le mandat de cette opération était échu avec la reconnaissance par la Libye de la souveraineté tchadienne sur la bande d'Aozou en 1994, au terme d'une procédure devant la Cour internationale de justice[25]. On connaît la timidité du parlement français à remettre en cause les choix du ministère de la Défense et de l'Elysée[26].

Du moins tel était le cas jusqu'au début de la guerre entre les forces armées régulières, les Forces armées soudanaises (FAS) du général Abdel Fattah al-Burhan et les FSR en avril 2023. Depuis, ces relations ont connu de nouveaux développements comme nous le verrons.

[22] Suite à un accord entre les dirigeants soudanais et tchadien, les rebelles tchadiens avaient dû se cantonner au Darfour avec pour seule alternative de se désarmer ou de quitter le pays. Un certain nombre étaient rentrés au Tchad, d'autres étaient partis en Libye ou au Soudan du Sud, mais la création de la Police des frontières, puis des FSR offrit un avenir à tous ceux qui survivaient au Soudan dans l'attente de la création d'une nouvelle opposition armée capable de les stipendier. Les FSR offraient une voie alternative sans danger (immédiat) pour le Tchad.

[23] Marielle Debos, *Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.

[24] Pourquoi des acteurs politiques résidant dans deux pays voisins auraient-ils besoin d'une aide française pour se parler ? D'autres analystes tchadiens évoquent les opportunités créées par le recrutement transfrontalier de combattants par Hemedti pour aller combattre au Yémen après 2015 (dispositif à nouveau mobilisé depuis 2023). Selon cette version des événements, Hemedti, d'abord en contact avec Hinda Acyl pour mettre en place ce mécanisme très profitable, aurait finalement fait affaire directement avec le président tchadien, toujours prompt à accroître sa trésorerie personnelle.

[25] Marielle Debos et Nathaniel Powell, « L'autre pays des "guerres sans fin". Une histoire de la France militaire au Tchad (1960-2016) », *Les Temps modernes*, n° 693-694, 2017, pp. 221-266.

[26] Timidité que l'on peut une nouvelle fois mesurer dans l'absence de véritable débat sur les échecs de Barkhane et leurs responsabilités, qu'on ne peut simplement imputer aux stratégies militaires mises en œuvre ou au comportement des contingents français. L'explication élyséenne, survalorisant les campagnes de désinformation russes, semble suffire aux élus du peuple.

Gérer les jalousies de sa grande famille

Jamais, depuis les années 2005-2009, l'opposition armée n'avait semblé si désunie, si faible et si occupée à se louer dans le Sud libyen. Les deux principaux groupes armés, l'Union des forces de la résistance (UFR) et l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), avaient vu leurs rangs se dégarnir au fur et à mesure des ralliements individuels pour rentrer au pays, et les tensions internes avaient largement réduit ce qu'il restait du radicalisme d'antan. L'UFDD avait également connu deux scissions importantes, l'une donnant naissance au FACT et l'autre au Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR). La tentative de l'UFR de pénétrer au Tchad fin janvier 2019 avait rapidement tourné court parce que les forces aériennes françaises étaient intervenues. Le raid que représentait l'entrée du FACT le jour même de l'élection présidentielle, le 11 avril 2021, apparaissait surtout comme un rappel du fait que, sous IDI, rien ne serait jamais vraiment réglé, plutôt que comme une tentative de prendre le pouvoir à N'Djamena.

Pourtant, le cours des événements obligea à relire ces affirmations de bon sens, en en soulignant les nombreux biais. Un officier supérieur américain, auditionné par le Congrès le lendemain de la mort de Déby, affirma que des troupes françaises avaient été présentes sur les lieux de la bataille sans entraîner aucun commentaire de la part de l'Elysée et encore moins du parlement français[27]. Comme le nota un analyste chevronné libyen, la mort du président tchadien était due à une milice qui avait prospéré grâce à son intégration au sein des forces du maréchal Khalifa Haftar, pourtant aidé par les forces spéciales françaises (et Wagner honni par Paris)[28]. Son leader Mahamat Mahadi – comme beaucoup d'autres avant lui – avait obtenu l'asile en France, milité au parti socialiste français avant de rentrer en Libye. A l'instar de ce qu'il s'était passé avec Ibni Oumar Mahamat Saleh[29], dirigeant de l'opposition « disparu » en février 2008, le président François Hollande ne s'encombra pas des solidarités militantes passées, tant il fallait contenter le président tchadien qui restait le seul socle solide du dispositif antidjihadiste au Sahel. Mahamat Mahadi et sa famille furent donc poursuivis en France pour appui au terrorisme[30]. Quant aux preuves de toutes ces allégations et de cette implication dans le terrorisme...

En dépit d'une aide internationale conséquente, le Tchad demeurait un pays très pauvre et toujours en quête de nouveaux financements, cela d'autant plus que la baisse pluriannuelle du cours du pétrole pesait sur les finances publiques. Après une courte reprise qui avait suivi la crise de 2015-2016, le Tchad était entré en récession en 2020 et le restait en 2021. Le choc pétrolier de 2014-2015 avait conduit à une récession entre 2016 et 2017 ; la reprise économique s'était

[27] « Death on the front line, a coup, and then an about turn », *Africa Confidential*, Vol. 62, n° 9, 29 avril 2021.

[28] Emadeddin Badi, « Déby's death : A microcosm of the flaws of French foreign policy in Libya », *The Atlantic Council*, 30 avril 2021, **https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/debys-death-a-microcosm-of-the-flaws-of-french-foreign-policy-in-libya/**

[29] Il faut noter que jamais dans les meilleurs moments de la transition, le président ou le CMT n'ont envisagé de rendre hommage à Ibni Oumar ou simplement de rendre le corps à la famille.

[30] Relire les pages que lui consacre Jérôme Tubiana, « Le Tchad sous et après Déby : transition, succession ou régime d'exception », *Politique africaine*, n° 164, 2021, pp. 121-140, ainsi que l'article de Rémi Cayarol, « Mahamat Mahdi Ali : le rebelle tchadien dont la France ne veut pas », *Mediapart*, 13 mai 2021, **https://www.mediapart.fr/journal/international/130521/mahamat-mahdi-ali-le-rebelle-tchadien-dont-la-france-ne-veut-pas**

amorcée en 2018 pour se poursuivre en 2019 en raison d'une augmentation de la production pétrolière et d'une reprise significative du secteur non pétrolier. Mais la Covid-19 et la baisse des prix du pétrole qui en découla modifièrent cette trajectoire en 2020. La récession était certes moins prononcée au Tchad que dans d'autres pays exportateurs de pétrole du golfe de Guinée, grâce à des investissements antérieurs dans le secteur pétrolier qui avaient permis une plus grande capacité de production, à un impact sanitaire relativement faible de la pandémie et au fait que le secteur primaire (qu'elle touchait moins) représentait une part importante de l'économie du Tchad.

Cependant, la dernière décennie au pouvoir d'Idriss Déby fut marquée par de profonds problèmes de gouvernance. L'opposition armée était défaite ; l'opposition politique devait se contenter de quelques sièges au Parlement, suffisamment pour attester de la bonne volonté du président tchadien vis-à-vis de ses bailleurs européens, mais en nombre si réduit qu'ils y faisaient de la figuration, incapables de peser sur les débats et à la merci d'un appareil policier soucieux de les humilier afin de plaire au Palais rose, la résidence présidentielle[31]. Cette cohabitation inégale n'était pas pour rien dans la crise de légitimité qui frappait ces partis et leurs dirigeants à la fin du règne d'Idriss Déby, et dans la popularité du jeune leader Succès Masra, entré en politique en 2018 à la tête de son parti, Les Transformateurs. Il savait capter les frustrations d'une bonne partie de la jeunesse face à la mainmise d'un groupe restreint sur le pouvoir. Très bon orateur, il capitalisait ainsi des mécontentements régionaux, se posait en rival générationnel du président vieillissant et rappelait dans ses discours, qui savaient mobiliser les techniques du discours évangélique propre à l'Afrique centrale, un passé où les populations du sud et du centre du pays avaient un poids sur les décisions nationales[32].

Plus explicitement que nombre d'opposants en exil, Succès Masra mettait l'accent sur la dimension minoritaire du bloc au pouvoir, n'hésitant pas à stigmatiser à l'occasion la religion et à questionner l'autochtonie tchadienne de ses membres. Dans les derniers mois de la campagne électorale de 2021, un mouvement de la société civile, Wakit Tamma (« le temps est venu » en arabe dialectal tchadien), s'efforça également de mobiliser les couches les plus marginalisées et, plus encore, la jeunesse urbaine contre le régime. La Constitution de 2018 avait été modifiée en décembre 2020 pour instituer un âge minimal de 40 ans pour devenir président de la République, ce qui permettait d'exclure Masra du processus électoral. Cette condition explique ou éclaire les raisons pour lesquelles la transition tchadienne fut prolongée de dix-huit mois afin de permettre à Mahamat Kaka d'avoir cet âge au moment de l'élection présidentielle de mai 2024 (il est officiellement né en avril 1984).

Pourtant, comme le signale le proverbe, le danger vient souvent plus de ses amis et alliés que de ses adversaires bien connus. Les années 2010 avaient témoigné d'une instabilité gouvernementale sans véritable lien avec la réalité politique. De façon récurrente, des ministres

[31] On ne peut relater dans tous ses détails l'arrestation du député et grande figure de l'opposition Gali Ngothé Gata en 2012 pour « braconnage de phacochère » en flagrant délit bien qu'il fût à cinquante kilomètres du lieu dudit délit. Le ministre de la Justice eut sa demi-heure de célébrité au Palais rose : le ridicule ne tue pas, au Tchad comme ailleurs.

[32] De façon moins explicite, la rivalité entre Succès Masra et Saleh Kebzabo réactualisait un clivage entre sudistes, le renversement en 1975 du premier président du Tchad indépendant, François Ngarta Tombalbaye, par le général Félix Malloum, adoubé par les militaires français. Pour beaucoup, c'est Malloum qui, en offrant la primature à Hissène Habré, précipita la division du Tchad entre Nord et Sud et l'arrivée des nordistes au pouvoir après 1979.

étaient arrêtés, accusés de prévarication, embastillés pendant de longues semaines pour être finalement relâchés sans que les fonds détournés ne soient récupérés, pour être à nouveau, au bout de quelques mois, sollicités pour assumer des positions au sommet de l'appareil d'Etat. Ce jeu de chaises musicales renvoyait bien sûr à l'incapacité du président d'édicter des règles pérennes sur le comportement de ses alliés politiques : chacun se servait jusqu'à déplaire mais, même malmené, il – ou elle – se savait défendu(e) par ses proches et assuré(e) de retourner tôt ou tard aux affaires.

Ce type de logique se retrouvait également au sein de l'appareil militaire ou sécuritaire. Idriss Déby devait passer un temps non négligeable à réguler ces jalousies et ces abus de droit en punissant quelquefois, puis en compensant éventuellement lesdites humiliations par des promotions, des cadeaux, des postes dans la fonction publique à des parents proches. Quelle que soit l'opinion qu'on ait du président tchadien, on doit admettre que le règlement de tels problèmes, qui était certes un attribut de son pouvoir, pouvait également provoquer une certaine fatigue. C'est sans doute l'une des raisons qui expliquent la montée en influence à la présidence de la République d'une de ses épouses (la quatrième), Hinda Mahamat Abderahim Acyl, qu'il avait épousée en 2005 et qui s'était imposée dans le premier cercle des décideurs, au grand dam des *Zaghawa* les plus influents.

A l'opposé de ses homologues, Hinda ne se contenta pas des avantages liés à sa position de première dame et aux passe-droits afférents. Elle s'impliqua pleinement en politique et joua rapidement un rôle dans la gestion du gouvernement que personne n'avait entrevu depuis 1990. Active durant les campagnes électorales, et pas seulement dans la mobilisation des votes féminins pour son auguste époux, elle donnait des directives au secrétariat du gouvernement, surveillait certains ministères dont les budgets avaient tendance à s'évaporer sans son accord, et obtint la nomination de proches, parents ou alliés, à tous les niveaux de l'appareil d'Etat[33]. Cet activisme ne fut d'ailleurs pas seulement national. Elle sut avec beaucoup de talent obtenir avec grande diligence de l'Etat français la reconnaissance de sa nationalité française et l'octroi de passeports à ses enfants, sans souffrir des engorgements dans les préfectures françaises auxquels sont confrontés les immigrés réguliers maintenus dans une grande précarité à cause des retards de l'administration française.

Sa présence suscitait de nombreuses réactions, quelquefois ironiques mais plus souvent de jalousie féroce. Dans un univers marqué par une masculinité triomphante, elle n'était guère bienvenue, non pas à cause de ses choix politiques, mais plus prosaïquement parce qu'elle exigeait et le plus souvent obtenait sa part dans toutes les grandes transactions et affectations de postes dirigeants. Cette défiance généralisée, pour des raisons très différentes les unes des autres, signifiait également que son statut ne pouvait qu'être remis en cause à la mort de son époux. Tel fut effectivement le cas malgré son talent de veuve éplorée. Elle vit aujourd'hui à Neuilly, et se serait remariée avec un riche commerçant. D'aucuns affirment que certains de ses proches se seraient rapprochés de l'opposition armée, sans qu'aucune preuve définitive ne soit apportée.

[33] « Tchad. Comment Hinda Déby Itno contrôle les leviers pétroliers du pays », *Africa Intelligence*, 30 octobre 2015 ; Mathieu Olivier, « Tchad : que devient Hinda Déby, la veuve d'Idriss Déby ? », *Jeune Afrique*, 9 mai 2021. Sa fondation (Grand Cœur) est créditée d'une mobilisation des budgets des ministères de la Santé et des Affaires sociales, notamment au moment de la pandémie de Covid-19.

La mise en place de la transition militaire

Si la mort d'Idriss Déby fut annoncée le 20 avril, il fait peu de doute qu'elle ait été antérieure, sans doute peut-on la dater du 18 avril en fin d'après-midi, et que l'intervalle de temps ait été utilisé pour mettre en place la succession, sans respecter la Constitution de 2018. Selon la lettre de celle-ci, il appartenait au président de l'Assemblée, Haroun Kabadi, d'organiser des élections dans un délai très rapproché. En dépit de sa déroute militaire, l'attaque du FACT devint la principale justification pour brutaliser le texte constitutionnel, d'autant plus que le président de l'Assemblée fit preuve, comme on va le voir, d'un réalisme extrême.

L'habileté (relative), eu égard aux autres trajectoires prétoriennes au Sahel, fut d'inscrire le coup d'Etat constitutionnel tchadien dans le format traditionnel de la transition adoubée par la communauté internationale. En agissant ainsi, les militaires tchadiens se garantissaient un espace de négociation crédible avec leurs partenaires occidentaux, notamment la France et l'Union européenne, mais aussi les institutions de Bretton Woods. Le Tchad pouvait ainsi demander une participation au cadre commun prévu par le G20 et être éligible à une suspension du service de la dette post-Covid. De plus, l'intégration d'opposants célèbres crédibilisa la démarche des militaires aux yeux d'une communauté internationale qui ne demandait qu'à être convaincue.

Cependant, le refus du CMT de toute commission d'enquête proposée par l'Union africaine n'eut pas l'effet escompté. Au lieu de confirmer la version officielle avec une correction de date, ce rejet permit aux opposants de nourrir des thèses alternatives bien moins crédibles mais qui, toutes, mettaient en cause l'actuel président ou ses plus proches alliés, et ainsi d'inscrire l'illégitimité du nouveau pouvoir non pas dans son refus de respecter la Constitution ou dans sa désinvolture électorale, mais dans la trahison du « père de la Nation ». A noter, sans surprise également, que l'une de ces versions faisait de la France l'ordonnatrice de ce qui devenait un assassinat et, par conséquent, du nouveau président un faire-valoir de la politique de Paris. Le complotisme avait de beaux jours devant lui.

Sans grande surprise, une fois le corps du président tchadien rapatrié à N'Djamena, personne parmi les cadres militaires dirigeants n'envisagea l'application de la Constitution. Il revenait donc au président de l'Assemblée nationale et grand fidèle du régime, Haroun Kabadi, de diriger la transition, mais ce dernier se déclara soudain gravement malade et tellement affaibli qu'il laissa les militaires se saisir du problème. Le président de la Cour suprême s'empressa de confirmer ce réalisme de bon aloi. Nulle protestation internationale, ce qui laissait penser que des représentants officiels et officieux de Paris avaient été impliqués dès le 19 avril dans la construction du récit qui justifiait la remise du pouvoir aux militaires et la rédaction en quelques heures d'une charte de transition : ce putsch n'en était donc pas un.

Si le Tchad échappa aux sanctions habituelles de l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), les militaires purent en remercier son président Moussa Faki, parent du défunt et ancien Premier ministre tchadien qui, finissant son second mandat à Addis-Abeba, se voyait volontiers revenir au pays et y occuper le Palais rose. Cette ambition, autant que le soutien de Paris, allait lui causer bien des tourments. Pourtant, l'Union africaine et la France exigèrent rapidement des clarifications sur la durée de la transition et sur l'inéligibilité de ses dirigeants : la position de Moussa Faki était délicate car il devait prouver aux

militaires qu'il pouvait les protéger diplomatiquement des mesures de rétorsion applicables aux régimes putschistes, tout en évitant qu'ils ne s'installent au pouvoir pour y rester définitivement. Etre candidat à l'élection présidentielle au terme de la transition n'était pas une sinécure, comme les événements le démontrèrent rapidement. Son discours lors de la clôture des assises du Dialogue national inclusif et souverain lui valut des menaces de la part du premier cercle du président de la transition : difficile de rappeler aux gagnants les promesses faites.

La création du Conseil militaire de transition (CMT) ne laissait *a priori* aucun espoir d'ouverture de quelque ordre que ce fût. Aucun civil n'était inclus dans cet organe dirigeant en dépit de certains conseils venus de la région, notamment de Mohamed Bazoum, récemment élu (en février 2021) président du Niger. Le CMT, mis en place le 20 avril 2021, était composé du général de corps d'armée Mahamat Idriss Deby, du général de division Djimadoum Tiraina, du général de corps d'armée Bichara Issa Djadallah, du général de corps d'armée Oki Mahamat Yaya Dagache, du général de corps d'armée Mahamat Ismaïl Chaibo, du général de division Souleyman Abakar Adoum, du général de corps d'armée Taher Erda Tairo, du général de brigade Azem Bermandoa Agouna, du général de brigade Amine Ahmat Idriss, du général Gamane Mokhtar, du général de division Saleh Ben Haliki, du général de corps d'armée Abakar Abdelkerim Daoud, du général de corps d'armée Ahmat Youssouf Mahamat Itno, du général de corps d'armée Mahamat Nour Abdelkerim et du général de brigade Gueile Hemchi[34].

Sa composition illustrait surtout le contrôle de l'appareil militaire et sécuritaire tchadien par des officiers issus principalement des groupes *zaghawa* et *gorane*, même si d'autres individualités étaient adjointes. Les caciques du régime étaient là et, pour certains, avaient participé aux combats des jours précédents, ce qui nourrissait les récits alternatifs.

Le CMT joua d'abord avec un certain talent la carte de son président, Mahamat Idriss Déby Itno, dit Kaka. D'abord le fils de son père, il était au moment de la mort de celui-ci le commandant de la DGSSIE, et connaissait donc personnellement tous les membres du CMT. Pour ces derniers, c'était là son avantage stratégique par rapport à d'autres enfants du président décédé, qui s'étaient tenus volontairement ou sur ordre de leur père à distance de l'appareil sécuritaire. Ces demi-frères n'étaient pas éliminés de l'arène politique et reçurent sans doute des assurances sur leur devenir dans la transition, même si le poste suprême leur était inaccessible dans l'instant. En considérant leurs trajectoires personnelles, Mahamat Kaka avait sur eux un autre avantage essentiel : il n'avait pas fait l'objet de rumeurs persistantes sur des détournements de fonds ou des accaparements illicites, ni d'arrogance, comme beaucoup de ses demi-frères, et sa vie privée était fondamentalement restée privée. Il disposait aussi d'un autre avantage dans ce moment propice au trouble : sa mère était une *Gorane* et sa deuxième épouse également[35], ce qui lui donnait un ancrage dans la deuxième communauté

[34] Voici rapidement les affiliations ethniques, en rappelant qu'elles ne sont jamais décisives dans un itinéraire concret. Mahamat Idriss Déby, Souleyman Abakar Daoud, Taher Erda Tairo, Ahmat Youssouf Mahamat Itno sont *bideyat*. Abakar Adbelkerim Daoud est *kobe*, Chaïbo est *kapka* (souvent assimilé aux *Kobe*). Salah ben Haliki est *borogate* (donc souvent comptabilisé comme *bideyat* ou *gorane*, selon le contexte), soit sept *Zaghawa*. Il y a seulement deux sudistes : Djimadoum – originaire du grand Moyen-Chari et Azem (du Mayo-Kebbi Est). Bichara est *mahariya/rizeigat* (le seul Arabe donc). Oki Dagache est *toubou* et Gueile Hemchi *gorane/anakaza*. Mahamat Nour est *tama* quand Gamane Mokhtar est *hadjaraï*. Amine Ahmat est *tounjour* du Nord Kanem. Comme on le voit, le CMT reflète assez bien la structure du pouvoir militaire, mais pas du tout celle de la population tchadienne.

[35] Il en a divorcé depuis.

la mieux représentée dans l'appareil sécuritaire du pays[36]. Cet avantage, avec le temps, allait se révéler plus ambivalent car certains *Zaghawa* le critiquèrent pour être trop généreux avec la communauté de sa belle-famille, quand d'autres *Gorane* s'inquiétèrent de sa générosité sélective, qui remettait en cause les rapports de force entre les différents sous-clans *gorane*[37]. Si le père n'avait pu échapper à ces jalousies permanentes, le fils allait devoir y faire face avec une expérience moindre.

Si Mahamat Kaka était perçu ainsi au sein des élites gouvernantes[38], la population avait, quant à elle, un point de vue bien différent. Elle voyait dans le jeune président de la transition d'abord l'héritier de son père, et la quasi-certitude d'une continuité dynastique. Trop jeune pour devenir président à 37 ans, un allongement de la transition de trente-six mois permettrait de régler cette anicroche constitutionnelle. S'il n'y avait pas de frasques à commenter avec les sarcasmes habituels, tous notaient que le nouveau président n'avait jamais vécu réellement dans la société tchadienne, sauf dans sa première enfance comme on l'a vu, et que le reste de sa vie s'était fondamentalement déroulé entre casernements et présidence. Il n'y avait aucun commentaire sur ses éventuels faits d'armes au Mali et ailleurs, peut-être par ignorance ou par désintérêt.

L'espoir qu'il pouvait éventuellement susciter s'articulait autour de deux faits paradoxaux. D'une part, très jeune et novice, il pouvait s'ouvrir à de vieux opposants qui avaient eu de nombreux antagonismes avec son père mais ne pouvaient considérer le fils de la même manière. D'autre part, sa génération n'avait pas vraiment connu de longs affrontements (en dépit des événements des années 2000) et elle était globalement plus instruite et ouverte sur le monde extérieur que ne l'avait été celle du père. Même si personne ne prononçait trop fort l'expression d'ouverture démocratique, certains imaginaient qu'elle n'était pas totalement impossible en dépit de la composition du CMT et de la présence des plus proches affidés du père.

Pourtant, l'annonce de la transition ne désamorça pas l'opposition menée par le parti de Succès Masra et le mouvement Wakit Tamma, qui entrevoyaient clairement le scénario monarchique derrière les belles paroles. De nombreuses manifestations furent organisées et toutes furent brutalement réprimées, comme pour rappeler le fait que le grand ordonnateur de la mise en place de la transition et du respect de sa charte demeurait le CMT. Le nouveau gouvernement puis le Conseil national de transition – ersatz de parlement puisque les membres en étaient nommés par le CMT – étaient à l'unisson de ce que l'on voyait alors dans la sphère politique. Des opposants historiques revenaient en nombre, quelques-uns occupaient des fonctions importantes dans l'appareil d'Etat (quel que soit par ailleurs la réalité de leur influence), une certaine libération de la parole prenait corps, mais il fallait que ces évolutions fussent mises au seul crédit de la direction militaire du pays, pas à l'initiative de ni liés à la résistance populaire : c'était une permission du pouvoir qui devait être comprise comme telle.

[36] En fait, sa mère appartenait au sous-clan *Koukourda* des *Gorane* : ce sous-clan vit dans le Nord Kanem et avait migré du Borkou.

[37] Ainsi, le principal sous-clan *gorane*, les *Anakaza*, se dit marginalisé car il ne bénéficie pas en proportion des mêmes promotions que certains sous-clans vivant dans le Kanem, qui ont l'avantage de pouvoir s'opposer à la progression des FACT.

[38] D'autres récits existaient et étaient entendus lors des périodes de tensions politiques. Ils étaient nettement moins flatteurs pour le jeune président et s'attaquaient à tous les aspects de sa vie privée (voir *infra*, troisième partie).

Le Dialogue national et ses suites

Les analyses sur le Tchad nourrissent depuis 1990 une dialectique compliquée entre deux thèses contraires soutenues par ses partenaires internationaux et les détracteurs de son régime. D'une part, le pays bénéficie d'un régime stable incarné par un dirigeant qui a gagné toutes les échéances électorales (1996, 2001, 2006, 2011, 2016, 2021) et a déjoué toutes les tentatives de coups d'Etat réelles ou imaginaires pendant trente ans. De l'autre, le Tchad reste traversé par des convulsions incessantes et par une guerre civile rampante, qui renverraient au tournant des années 1979 et 1980 qui avait vu l'avènement d'un Nord politique souverain et d'un Sud majoritaire démographiquement mais renvoyé à la marge politique. La mort d'Idriss Déby a créé les conditions d'une nouvelle confrontation et peut-être d'une résolution de cette dialectique.

En appelant à un dialogue avec les mouvements armés puis à la tenue d'un Dialogue national inclusif et souverain, la nouvelle direction du pays a donné un tempo à la transition, justifié la durée d'une période intérimaire qui avait fait sourciller jusqu'à l'Union africaine et Paris, et surtout offert un espoir de changements qui était devenu impensable dans les dernières années d'IDI. Le pari fait par le pouvoir de transition était tenable. L'incarnation du régime tchadien par Idriss Déby était telle qu'il était possible de présenter sa disparition comme une rupture avec l'ordre antérieur, ce qui créa immédiatement un espace politique dans lequel se précipitèrent des opposants, des blogueurs et des dissidents armés désireux de reprendre langue avec N'Djamena et d'obtenir un retour au pays sans anicroches matérielles ni poursuites judiciaires. En dernière instance, le problème avait été entre eux et Idriss Déby : ce dernier mort, le problème n'avait plus lieu d'être. Le reste, c'était de la politique sur laquelle il importait de ne pas s'appesantir.

Les premiers mois de la transition furent scandés par des retours d'opposants connus et moins connus et par la multiplication des contacts avec l'opposition civile qu'Idriss Déby avait maltraitée depuis 1990. Saleh Kebzabo, qui avait été pendant des années le chef de file de cette dernière, fut ainsi nommé dès août 2021 vice-président du comité d'organisation du DNIS puis, près d'un an plus tard, le 10 octobre 2022, Premier ministre, et il le resta jusqu'au 1er janvier 2024. Il fut également un membre très actif de la délégation gouvernementale à Doha à partir de février 2022. Il faudrait aussi citer le cas de Mahamat Abdelkrim Hanno, une grande figure de l'opposition armée des années 2000 qui rentra en 2021, désireux de retrouver son pays malgré deux condamnations – l'une à mort et l'autre à la prison à perpétuité – qui ne furent pas mises en œuvre. Mahamat Hanno joua un rôle essentiel à Doha et fut également ministre de l'Environnement dans le gouvernement Kebzabo.

Un dernier exemple est celui du journaliste et blogueur Makaila Nguébla, qui, exilé en France, rentra en décembre 2021, fut nommé conseiller à la présidence en charge des droits de l'homme mais perdit son poste le 1er janvier 2024 lorsque Mahamat Ahmat Alhabo remplaça le Secrétaire général de la présidence, Gali Ngothé Gatta, nommé le 10 octobre 2022. Ce dernier, autre figure centrale de l'opposition démocratique, fut également le président du DNIS, où il eut fort à faire pour encadrer les débats.

Mais avant le rassemblement dans la capitale tchadienne, l'un des moments essentiels de la transition tchadienne fut la conférence de Doha, où les puissances amies du Tchad espéraient voir solder une génération de conflits.

Aller à Doha

La disponibilité de Doha pour jouer un rôle de facilitation dans le dialogue entre le régime de transition tchadien et une partie de son opposition s'est fondamentalement inscrite dans l'engagement, à partir de 2008, du Qatar pour la résolution du conflit au Darfour. Cependant en 2022, la médiation recouvrait pour Doha d'autres enjeux diplomatiques significatifs. Le Qatar se retrouvait côte à côte avec la France et les Etats-Unis, qui tous deux désiraient une issue positive aux négociations. Cette médiation a aussi renforcé l'importance du Qatar aux yeux des voisins du Tchad, et la nomination du docteur Mutlaq bin Majid al-Qahtani pour diriger cet exercice en a témoigné.

Si des diplomates étrangers ont pu fréquenter, à un moment ou à un autre, les hôtels où résidaient les délégations tchadiennes, la présence de Paris fut constante. Un ambassadeur, Bruno Foucher, s'installa à demeure, sans doute parce qu'il avait été ambassadeur à N'Djamena entre 2006 et 2011 et avait alors défendu bec et ongles le régime contre ses détracteurs, dont nombre étaient présents à Doha et avaient obtenu l'asile en France. Paris voulait convaincre ces opposants récalcitrants de rejoindre le processus, et Bruno Foucher ne ménagea pas sa peine pour leur faire signer un accord. Par rapport à ses collègues européens, il se singularisa aussi par un soutien sans faille au président tchadien et annonça, bien avant qu'Emmanuel Macron ne l'accepte publiquement du bout des lèvres, que Mahamat Kaka serait le prochain président élu au Tchad, prévision que les élections de mai 2024 confirmèrent.

Le CMT n'économisa pas les ressources pour contacter et convaincre les opposants. Le résultat fut à la fois impressionnant et confus. Beaucoup de Tchadiens qui se retrouvèrent à Doha n'avaient pas, ou alors seulement de façon très symbolique, participé à des affrontements armés. Nombre d'entre eux étaient déjà de retour au pays, quelquefois nommés dans l'appareil d'Etat. Une vingtaine de participants, hors délégation gouvernementale, arrivèrent directement de N'Djamena, ce qui ne manqua pas de surprendre les autorités qataries. Certains étaient des blogueurs, des journalistes actifs sur les réseaux sociaux. Des représentants de mouvements armés étaient bien présents mais ils vivaient assez mal le fait de se retrouver avec d'autres qui n'avaient jamais tenu un fusil entre leurs mains ou étaient des ralliés de plus ou moins longue date. Ainsi, la conférence de Doha, par choix du gouvernement tchadien, ne fut pas, ou plus, une négociation entre politico-militaires et le CMT : ce fut une négociation entre opposants de tous ordres et le régime de transition.

La composition de cette conférence montra que le CMT ne prenait qu'un risque très limité, tant nombre de participants lui étaient déjà acquis. Il y avait aussi une dimension générationnelle : les cadres des mouvements armés avaient souvent dépassé la cinquantaine, voire la soixantaine, et songeaient à finir leurs jours chez eux, dans leur pays. Le cas de Timane Erdimi, le leader de l'UFR, illustre bien cette situation. Depuis son installation au Qatar en 2011, il n'avait jamais

disposé de documents de voyage et ce pays s'apparentait probablement pour lui à une prison dorée. Son frère, Tom Erdimi, ministre de l'Enseignement supérieur d'octobre 2022 jusqu'à son renvoi en mars 2026, était depuis 2020 prisonnier en Egypte. Dans un tel contexte, le retour à la mère patrie ne représentait pas forcément un acquiescement politique, mais plutôt une option permettant de résoudre certains problèmes existentiels.

La conférence de Doha ne fut pas de tout repos, en dépit de longues périodes où les délégués tournèrent en rond, oisifs. Dans un premier temps, la médiation qatarie sembla prise de court. Elle avait préparé son dossier et consulté des opposants tchadiens ainsi que ses amis soudanais et africains. Elle s'appuyait aussi sur le travail réalisé à Rome par Sant'Egidio, qui n'avait invité que quatorze groupes armés reconnus. D'après des participants tchadiens, au tout début, les Qataris avaient utilisé cette première liste de mouvements armés, puis l'avaient amendée pour tenir compte de scissions ou d'oubli de certains groupes « historiques »[39]. Cependant, au terme de ces corrections, la liste des participants resta bien loin des trente-huit signataires de l'accord[40]. Cette croissance inopinée ne fut pas acceptée facilement car elle signifiait une déperdition de l'impact politique, au-delà de coûts plus importants.

Les autorités qataries finirent par s'en ouvrir à la délégation tchadienne qui, au dire de l'opposition, ne fit pas preuve d'une grande diplomatie, l'argument étant qu'il revenait au seul gouvernement tchadien de faire les invitations et que si le Qatar ne voulait pas s'y plier, les Emirats arabes unis étaient disposés à prendre la relève immédiatement, un argument soufflé à la délégation tchadienne par un conseiller présidentiel alors en poste, Abakar Adam Mannani[41]. Une conversation entre l'émir du Qatar et le président de la transition pulvérisa ce qui subsistait des relations cordiales quand le premier osa rappeler à Mahamat Kaka qu'il ne pouvait pas être candidat à sa propre succession. Manifestement, la décision avait déjà été prise, bien en amont de l'autorisation donnée par le DNIS, et la colère du président tchadien eut des effets très négatifs sur les relations bilatérales, toujours sensibles aujourd'hui.

Cette apparente prévalence des vues de N'Djamena eut un goût amer, au moins rétrospectivement. D'abord, Mutlaq al-Qahtani fut dessaisi du dossier, confié alors au conseiller national de la sécurité, Mohammed bin Ahmed Al-Misnad, qui adopta une approche très verticale, presque bureaucratique, de la médiation et mena l'opposition sans ménagement pour obtenir un accord car Doha voulait conclure. Puis le Qatar, une fois la cérémonie de signature achevée, n'afficha plus aucun intérêt à accompagner la mise en œuvre de l'accord. *Exit* donc un généreux donateur, qui ne reprit langue avec N'Djamena qu'au printemps 2024 sur des bases différentes, essentiellement liées au conflit au Darfour.

[39] Doha avait initialement identifié douze mouvements armés, huit au Soudan et quatre en Libye, selon des participants à la conférence. Mais le gouvernement tchadien souhaitait noyer cette opposition plus dure dans un ensemble beaucoup plus modéré. Près d'une cinquantaine de groupes armés furent représentés et des scissions virent le jour au cours des débats. Dix-huit groupes décidèrent ainsi de ne pas signer le texte final.

[40] Celui-ci est aussi signé par le chef de la délégation gouvernementale tchadienne et des personnes-ressources. Le nombre total de signataires est de quarante-quatre.

[41] Nommé ministre d'Etat et conseiller spécial à la Présidence en charge des affaires réservées, il fut renvoyé au printemps 2023, accusé notamment d'avoir détourné des fonds, créé des problèmes avec des pays voisins et entrepris des démarches au Maroc (sur la question du Sahara occidental) sans aucune instruction.

Un autre changement suscita une défiance croissante de certains groupes. La délégation gouvernementale devait être présidée par l'ancien président Goukouni Oueddei mais celui-ci apprit quelques jours avant son voyage que Chérif Mahamat Zene, le ministre des Affaires étrangères, en assumerait la présidence. De plus, Ahmat Kogri, chef de l'Agence nationale de sécurité (ANS), serait son adjoint[42]. Goukouni décida alors de rester à N'Djamena. Cette décision fut interprétée, par les autorités qataries et les opposants tchadiens arrivés à Doha, comme le signe d'une reprise en main par le CMT visant à éviter une véritable négociation. Pourtant, personne ne quitta alors le Qatar. L'exercice se limita donc à la rédaction de motions dont la médiation organisait la circulation entre les différentes délégations. Il y aurait eu cinq ébauches avant qu'un texte définitif ne soit signé.

Finalement, dix-huit organisations armées (avec les réserves d'usage) se retrouvèrent dans une critique radicale du dialogue, en soulignant notamment le fait que les nouvelles autorités tchadiennes avaient refusé de se prononcer sur la question de la participation aux élections présidentielles. L'une des plus récentes organisations politico-militaires, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR), avait quitté la table de négociation en juillet 2022, ostracisée par les membres du groupe de Rome[43]. Le chef du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, Mahamat Mahadi Ali, fit du refus d'annoncer d'emblée que les personnalités de la transition n'auraient pas le droit d'être candidates à l'élection présidentielle la raison de son absence à Doha[44]. Ses représentants prirent part à la Conférence mais refusèrent de signer le protocole d'accord. Cette opposition « radicale » se retrouva alors sous différentes fédérations dans l'après Doha. Certains rejoignirent Wakit Tamma et, surtout, le Cadre permanent de concertation et de réflexion. Il est difficile de savoir si ce dernier, composé de représentants de mouvements armés, a encore aujourd'hui une réelle force de frappe, au-delà du FACT qui en est membre, mais son activisme sur les réseaux sociaux ne doit pas être sous-estimé.

Quant à l'accord lui-même, sa rédaction est paradoxale. D'une part, le texte a repris de grandes généralités politiques avec lesquelles tout le monde pouvait être d'accord sans vraiment s'intéresser à la spécificité des signataires. De l'autre, il annonçait un programme de Démobilisation, désarmement, réintégration (DDR), voire de DDRR (il faut ajouter réinsertion) pour se conformer au jargon onusien, sans jamais expliciter le cadre (et le chronogramme) dans lequel un tel projet devait se dérouler.

Arguant de l'absence de financement et du désintérêt international, le gouvernement de transition décida de temporiser. Le Comité de concertation et de suivi de la mise en œuvre des accords de Doha (CCSM-AD) mentionné dans le texte ne fut pas mis en place alors qu'il devait jouer un rôle essentiel et faisait figure d'instance politique paritaire au sein de

[42] La délégation incluait aussi des personnalités civiles, comme Ali Abderamane Haggar (recteur de l'université de N'Djamena), Saleh Kebzabo (médiateur de la République) et Abderamane Koulamallah (aujourd'hui président du groupe présidentiel au Sénat après avoir occupé de nombreuses fonctions ministérielles).

[43] Des rumeurs évoquaient alors un rapprochement de celle-ci avec le CMT pour circonvenir le FACT. Aucune confirmation définitive n'a été trouvée par l'auteur.

[44] En dépit d'un avion spécial mandaté à Niamey par l'émir du Qatar, le dirigeant du FACT a retardé puis annulé son embarquement après plus de vingt-quatre heures d'attente. Il semblerait qu'il ait craint une intervention française, selon plusieurs entretiens réalisés au Tchad et en France.

laquelle les mouvements armés pouvaient interpeller collectivement le gouvernement sur le suivi des conclusions des dialogues de Doha et de N'Djamena. Si, en décembre 2022, vingt-deux mouvements armés signataires se mirent d'accord sur leurs trois représentants au sein dudit Comité, le gouvernement traîna des pieds en justifiant cette procrastination par le refus du Qatar de poursuivre sa coopération et, donc, par l'absence de financement malgré une dotation du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) de 4,5 millions de dollars. Les trois représentants furent donc intégrés dans l'autre commission, simplement technique, centrée sur le seul DDR. Cette Commission nationale chargée de la mise en œuvre du programme DDR (CNCMO-DDR) vit le jour le 30 juin 2023, et l'on doit se demander si sa création fut liée à son mandat extrêmement limité, qui la mettait sous la dépendance intégrale des autorités gouvernementales, du Premier ministre et du ministre de la Défense.

L'accord de Doha était, d'un point de vue politique, une victoire importante pour les autorités de transition. Elles avaient pris l'initiative d'entreprendre un dialogue avec des opposants qui avaient combattu le régime pendant presque deux décennies et avaient conclu cet exercice plutôt périlleux par un pacte dont tout le monde célébrait l'existence sans s'attacher à la lettre du texte. Evidemment, les observateurs attentifs notèrent que la composition de la conférence n'avait comporté aucun risque pour le pouvoir tchadien : on pouvait pointer les « accompagnateurs », les ralliés d'une autre période qui se devaient de prouver leur allégeance. L'opposition radicale alla plus loin, en expliquant que même des membres des délégations les plus significatives politiquement avaient été achetés et « espionnaient » pour N'Djamena[45].

Le dialogue national et le 20 octobre

Le gouvernement ne respecta pas le calendrier prescrit par l'accord de Doha[46] mais bénéficia paradoxalement du conflit au Soudan, puisqu'une partie des démobilisables partirent rapidement rejoindre les FSR ou les milices alliées aux FAS, essentiellement les groupes armés du Darfour. En effet, si l'accord détaillait les étapes de la mise en œuvre du DDR, il renvoyait tous les points litigieux, surtout politiques, à la tenue du DNIS.

Ainsi, la réforme du secteur de la sécurité, les amendements politiques et administratifs, qui en toute logique auraient dû constituer l'essentiel de la réponse politique aux mouvements armés, ne figuraient pas dans le texte et ne furent pas substantiellement débattus à N'Djamena à partir du 20 août 2022. Pourtant, tous les participants du DNIS savaient à quel point des conflits locaux, fonciers ou liés à l'administration cantonale, avaient joué un rôle mobilisateur, au-delà des solidarités lignagères, ethniques ou régionales, dans la constitution des groupes armés. La question n'était ni théorique, ni rhétorique, et renvoyait aussi à d'autres problématiques souvent esquissées sous la thématique desdits « conflits intercommunautaires ». De cela, il ne fut pas

[45] Une opinion également partagée par l'entourage de la médiation qatarie (entretiens, Paris, 2026).

[46] Il fallut attendre août, puis octobre 2023 pour que Timane Erdimi manifeste une impatience à ce propos et l'on peut penser que son message s'adressait autant aux autorités de transition qu'aux partenaires internationaux qui n'affichaient pas d'enthousiasme excessif à financer une telle entreprise.

question, ou de manière très superficielle, car tous les participants du DNIS se préoccupaient alors du partage du pouvoir et de ses rétributions dans la capitale. Certains, surtout au sein des communautés sudistes, claquèrent la porte dans une relative indifférence. D'autres avaient refusé d'y participer, comme l'Eglise catholique, certaines associations professionnelles et Les Transformateurs de Succès Masra.

Les protagonistes du DNIS tombèrent d'accord sur les grandes thématiques de la construction nationale, de la bonne gouvernance et de la construction vertueuse de l'Etat, mais évitèrent soigneusement de donner un contenu précis à ces exigences. C'était une chose d'appeler à une réforme, c'en était une autre d'en décrire précisément les termes. Il faut noter la grande capacité du MPS (Mouvement patriotique du salut) de contrôler le débat politique, d'éviter les incises trop subversives sur la forme de l'Etat, et finalement de préparer l'assemblée à accepter le maintien au pouvoir du président de la Transition, alors que celle-ci était très contestée initialement[47]. Même si certains débats furent vifs et sans hypocrisie inutile afin de faire une description assez crue de certains problèmes, le document final de ces assises consista en une synthèse très lisse des conclusions, dans lequel les pétitions de principe et les appels moraux tenaient lieu de politiques publiques[48].

Par exemple, comment un gouvernement pouvait-il promouvoir une alternance pacifique au pouvoir ? Cela dépendait de la possibilité d'organiser des élections libres et transparentes qui n'avaient pas existé au Tchad depuis plusieurs décennies. En définir les modalités pratiques aurait permis d'éviter de s'en remettre à une agence chargée de la gestion des élections (nommée sans ironie ANGE) et d'une Cour constitutionnelle, toutes deux contrôlées par la présidence, comme allait le mettre en lumière l'élection présidentielle de mai 2024. Que signifiait « pratiquer la répartition juste et équitable des ressources nationales » ? Fallait-il discuter développement ou représentation dans les instances qui pouvaient faire des choix budgétaires ? Ou s'en remettre au local, à la fonctionnarisation accrue des communautés les plus désavantagées ? Etait-ce au gouvernement de décider de cela, fallait-il une loi ou un engagement populaire ?

Les recommandations 32 à 36 abordaient, quant à elles, la question des forces de défense et de sécurité. Fondamentalement, dans un discours engoncé, il était demandé d'avoir une armée qui reflète la diversité nationale, soit républicaine, et suive une chaîne de commandement institutionnelle sans être parasitée par des logiques ethniques, régionales ou familiales. Une diminution des effectifs était suggérée ainsi qu'une mise à niveau qui fasse que le grade, et le grade seulement, détermine les avantages. Bien des lectures étaient autorisées de telles requêtes qui, par ailleurs, n'étaient pas soumises à un calendrier, ce qui laissait penser que leur mise en œuvre allait de soi.

Quiconque suivait l'actualité politique tchadienne pouvait deviner entre les lignes les vraies revendications. Par exemple, en ce qui concerne la solde des militaires, les officiers de même rang n'étaient pas payés de la même façon et/ou n'avaient pas accès aux mêmes primes.

[47] On peut dire que le MPS, peu considéré par Mahamat Kaka initialement, a prouvé à ce moment-là son utilité pour son maintien au pouvoir.

[48] Voir le texte de 36 pages de « Synthèse des recommandations et des résolutions des assises du Dialogue national inclusif et souverain » : **https://www.justiceinfo.net/wp-content/uploads/Synthe%CC%80se-des-resolutions-et-recommandations-finales-du-DNIS-version-du-06.10.2022.pdf**

Même les soldats tchadiens qui avaient été détachés à la Mission des Nations Unies au Mali ne touchaient pas la même solde de retour à N'Djamena. Le problème était plus profond que le favoritisme ethnique, il renvoyait aux attaches familiales, aux réseaux relationnels et aussi à l'air du temps, car au Tchad il y avait des jours fastes et d'autres qui ne l'étaient pas.

Bref, demander d'accélérer le processus de réforme de l'armée (résolution 31) dans un tel cadre était au mieux un vœu pieux, au pire une illusion qu'on mentionnait pour tromper une opinion publique avide de changement. Cette situation tchadienne n'était pas unique et renvoyait au bilan des trop fameuses conférences nationales, qui avaient été une grande source d'inspiration mais qui avaient conduit à des lendemains pleins d'amertume. Le Forum de Bangui en mai 2015 en avait été un autre exemple particulièrement éclairant[49]. Cet enthousiasme du moment et cette incapacité à déconstruire le fonctionnement de l'Etat pour garantir les réformes étaient l'indice d'un malaise démocratique que les événements à venir allaient aiguiser.

Si le DNIS se conclua le 8 octobre, l'opposition réussit à mobiliser massivement pour les manifestations du 20 octobre, qui furent réprimées dans le sang et traitées comme une tentative de coup d'Etat. Sans analyser ici ces événements, je dirai qu'une partie importante de la jeunesse et de la population montra ainsi sa défiance vis-à-vis de conclusions trop vagues le plus souvent et extrêmement précises quelquefois (comme le « droit citoyen » de Mahamat Kaka de se présenter à l'élection présidentielle), alors que le monde réel était bien moins angélique : les pénuries et l'inflation ainsi que divers scandales de prévarication attestaient que la qualité de la gouvernance régressait, allant ainsi à l'encontre des discours d'autocongratulation du DNIS.

S'il n'y eut pas tentative de coup d'Etat – comment la mener avec des armes blanches et des armes « traditionnelles » ? –, la description des événements indiqua cependant que certains activistes s'étaient organisés pour attaquer les permanences du parti de Saleh Kebzabo, voire le domicile de certains cadres de son parti. Il semble également que des arrestations aient été effectuées des heures avant le début des manifestations. La violence des forces de l'ordre fut, selon les descriptions qu'en faisaient même ceux qui avaient été visés par les manifestants, sans commune mesure avec celle orchestrée par les plus radicaux des opposants, même si six morts furent décomptés parmi les policiers et les militaires par le gouvernement. Le bilan officiel, évoquant soixante-treize morts parmi des manifestants (sans mentionner plus de six cents arrestations suivies de déportations au bagne de Koro Toro dans des conditions dantesques et des jugements collectifs sans présence d'avocats), fut rapidement battu en brèche par le travail des associations de droits de l'homme[50]. Après des mois d'enquête, la Commission nationale des droits de l'homme du Tchad publia un rapport qui mettait en cause les forces de l'ordre et faisait un bilan revu à la hausse du nombre de victimes des manifestations[51]. Son président, Mahamat Nour Ibédou, fut rapidement démis de ses fonctions pour avoir eu l'audace de le

[49] Roland Marchal, « Premières leçons sur une "drôle" de transition en République centrafricaine », *Politique africaine*, n° 139, 2015, pp. 123-146.

[50] AFP, « Tchad : un an après le "jeudi noir", l'opposition toujours muselée et réprimée », *Le Monde*, 20 octobre 2023.

[51] « Manifestations du 20 octobre au Tchad : la CNDH a rendu son rapport sur le "jeudi noir" », RFI, 23 février 2023, **https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230223-manifestations-du-20-octobre-au-tchad-la-cndh-a-rendu-son-rapport-sur-le-jeudi-noir**

rendre public sans l'aval des autorités[52]. Le 23 novembre 2023, une loi d'amnistie passée par le Conseil national de transition couvrit l'ensemble des infractions commises par les civils, les policiers et les militaires le 20 octobre 2022.

Cet événement jeta une lumière très crue sur certaines dynamiques à l'œuvre. D'une part, si l'on peut admettre la très grande frustration populaire après la conclusion des assises du DNIS, de nombreux témoignages attestèrent que la violence de certains manifestants était organisée. Ce qui posa la question de la responsabilité de cadres ou de la direction des Transformateurs, d'autant plus que Succès Masra avait quitté le pays à l'aube du 20 octobre. D'autre part, les conditions d'arrestation et de renvoi devant les tribunaux tchadiens mirent en évidence une brutalité et un mépris absolus de la loi tchadienne de la part de ceux qui étaient censés la faire respecter. L'identité des forces militaires impliquées dans la répression indiqua que les autorités au plus haut niveau avaient opté pour la méthode forte. Les témoignages des rescapés de Koro Toro rendirent ces moments encore plus effrayants.

S'agissait-il d'une surévaluation du mécontentement populaire par Succès Masra ou d'une volonté, en allant à l'affrontement (pourtant si inégal), d'obliger le CMT à montrer son « vrai » visage ? S'agissait-il d'une manipulation pour frapper un grand coup l'opposition irréductible à la transition mise en musique par les militaires, une provocation dans laquelle les Transformateurs et leurs alliés se seraient précipités tête baissée pour être éliminés ? Ce sont des questions qui mériteraient une réponse dans un Tchad où l'enquête contradictoire serait possible. Succès Masra quitta le Tchad et n'y revint qu'au terme d'un accord négocié par Félix Tshisekedi en novembre 2023 après de longs mois passés aux Etats-Unis. Sa nomination comme Premier ministre en janvier 2024 fut très diversement appréciée par ses sympathisants, et cela d'autant plus qu'il ne mena aucune démarche publique pour éclaircir le sort de ses partisans qui avaient disparu le 20 octobre 2022. Sa cooptation au sommet de l'Etat entama sérieusement l'aura d'opposant irréductible qu'il s'était construite depuis 2018. La transition se poursuivit jusqu'en mai 2024, mais en réalité elle était échue le 21 octobre 2022.

Quels prolongements ?

Nul besoin d'être un oracle pour pressentir combien la mise en œuvre des recommandations du DNIS allait être partielle et partiale. Une fois ses droits à occuper le siège présidentiel confirmés, la posture du nouveau président évolua car la seule véritable échéance devenait la tenue de l'élection présidentielle et la consolidation du nouveau régime. Si la répression du 20 octobre freina toute velléité de l'opposition intérieure partidaire, le cercle présidentiel eut encore beaucoup à faire dans plusieurs directions pour garder le contrôle d'une situation compliquée.

D'un point de vue militaire, l'accord de Doha n'eut pas de conséquences concrètes sur l'appareil de sécurité. Mahamat Kaka tenta avec plus ou moins de succès de rallier des cadres importants des mouvements toujours dissidents et également d'organiser de véritables opérations militaires

[52] Alors même que la nomination de ce dernier à la présidence de cette Commission avait été critiquée car elle était assimilée à une récompense pour son soutien à la transition…

contre les plus inflexibles d'entre eux, comme le FACT, en mobilisant ses alliés internationaux, comme la France et les Emirats arabes unis, pour jouer de leur influence dans les pays voisins. Ainsi, une normalisation fut conclue avec le général Khalifa Haftar en Libye, dont l'une des conséquences fut une offensive meurtrière contre le FACT en août 2023, qui aboutit au repli de ce dernier au Niger, sans doute à la frontière avec l'Algérie, fin octobre 2023 après l'arrestation de son chef d'état-major, Taher Wodji, début octobre à Sebha, par les hommes de Khalifa Haftar, et un ultimatum de ce dernier une semaine plus tard. Parallèlement, Allatchi Edji, le chef d'état-major du Front national pour la justice et la démocratie au Tchad (composé essentiellement de *Toubou* avec quelques *Zaghawa*), démissionna en août 2023 de ses fonctions et retourna vivre à Bardaï, grâce à la médiation de Goukouni Oueddei, devenu entre-temps beau-père du président tchadien, comme on l'a vu. Bien d'autres exemples pourraient être cités.

Après deux années d'hostilité diplomatique, la France reprit langue avec le président Touadéra au printemps 2023. Cela facilita un réchauffement des relations entre Bangui et N'Djamena, qui rendit possibles des opérations conjointes tchado-centrafricaines pour sécuriser la zone frontalière et empêcher la sanctuarisation de mouvements sudistes tchadiens dans le nord de la Centrafrique. D'autres opérations eurent lieu en 2024 et l'armée tchadienne obtint un droit de poursuite sur le territoire de son voisin, malgré la présence de Wagner, qui sembla accepter cela sans rechigner. Une attitude qu'il faut expliquer notamment par le jeu russe dans la région et sa tentative de séduction du pouvoir tchadien[53].

Comme la mise en œuvre de l'accord de Doha se faisait attendre, de nombreux combattants prirent des dispositions pour survivre. C'est sur ce besoin que Mahamat Kaka joua le plus souvent, offrant de l'argent aux démunis alors que leurs dirigeants n'en avaient point ou demandaient d'attendre le début du DDR. Certains combattants rejoignirent leur village après avoir caché leur arme, attendant la suite. De plus chanceux furent recrutés puisque, depuis 2021, le nouveau président augmentait de manière sensible les effectifs de certains contingents (dont la gendarmerie, la garde nationale et nomade) ou créait de nouvelles unités, comme la Force d'intervention rapide (FIR) sous le commandement direct de son aide de camp, Ousmane Adam Dikki.

En 2023, la guerre au Soudan modifia profondément le contexte d'un éventuel DDR. D'abord, la situation n'était pas semblable à celle des années 2000. Les opposants potentiels de Mahamat Kaka, Arabes ou Ouaddaïens, étaient souvent recrutés par les Forces de soutien rapide du général Hemedti. Mais ce dernier était un allié, pas un adversaire du pouvoir tchadien, et n'avait aucun intérêt à sanctuariser une opposition armée tchadienne, cela d'autant plus qu'il avait besoin de main-d'œuvre pour sa propre guerre et surtout des équipements et du carburant qui transitaient par le Tchad, même si les lignes logistiques des FSR se diversifiaient avec le temps, surtout dans la deuxième année de la guerre, avec l'utilisation massive du sud de la Libye et du Soudan du Sud. Quant aux *Zaghawa* mécontents (essentiellement issus de l'UFR), beaucoup se retrouvaient dans le nord du Darfour, et notamment à El-Fasher, où ils se battaient aux côtés des mouvements darfouris de Minni Minawi et Djibril Ibrahim et des Forces armées soudanaises contre les FSR. Ainsi, le bassin d'emplois guerriers régional ne se

[53] Voir l'enquête menée par RFI, Forbidden Stories et l'hebdomadaire *The Continent*. François Mazet, « Au Tchad, les ressorts d'une offensive russe pour "éloigner N'Djamena de l'Occident" en 2024 », RFI, 27 mars 2026.

tarissait pas. Si la Libye et la République centrafricaine n'attiraient plus de combattants en goguette, le conflit soudanais et les ressources qu'y mettaient ses protagonistes constituaient un véritable appel d'air.

D'un point de vue politique, trois points méritent d'être mentionnés : la centralisation accrue de la décision gouvernementale, l'échec du référendum constitutionnel et la renaissance du parti présidentiel, le Mouvement patriotique du salut, pour la préparation des élections présidentielles.

Dans la première phase de la transition, si le CMT eut la haute main sur tout ce qui concernait la sécurité et la présidence pour les nominations importantes et moins importantes dans l'appareil d'Etat et les agences parapubliques, l'impression qui domina fut que les ministres dirigeaient leur ministère et avaient retrouvé leurs marques après une ère marquée par une hypercentralisation de la décision à la présidence sous Idriss Déby Itno. Il n'est pas sûr que cela ait été exactement le cas, mais les nouveaux nommés, surtout lorsqu'ils venaient de l'opposition, voulurent me le faire croire lors des entretiens.

Cependant, le système clientéliste était un préalable à la survie du pouvoir et le président de la transition multiplia les décrets pour nommer les uns et les autres à des postes civils ou militaires. Certains de ses proches justifièrent cet empressement en expliquant que le dirigeant tchadien voulait éviter l'acrimonie de certaines familles ou de certains lignages, étouffer les mécontentements. Si cet art de faire existe peu ou prou dans de nombreuses sociétés politiques, la singularité au Tchad fut que ces gratifications consistèrent souvent en des grades militaires ou des promotions à des postes qui requièrent une réelle expertise technique et une éducation formelle dont les nominés ne disposaient pas. Les fonctionnaires de rang moyen commentèrent cela avec acidité. On dénombra alors peut-être plus de six cents généraux dans l'armée tchadienne, en dépit des mises à la retraite. Mais la majorité des promus n'eurent pas d'affectation et leur grade valut pour des dotations diverses : une voiture tout-terrain, le recrutement de parents pour servir de gardes du corps, une certaine quantité de carburant pour le véhicule ou un groupe électrogène (un haut gradé ne paie pas l'électricité à N'Djamena), et évidemment un salaire qu'il fallait aller percevoir à la ville, car nombre des bénéficiaires continuèrent de vivre dans leur ferme ou à côté de leurs troupeaux.

Il paraît difficile dans un tel écosystème d'avoir un gouvernement qui gouverne. De fait, il semblerait que les membres du gouvernement, quelle que fût leur trajectoire politique, aient accepté sans rechigner le rôle dévolu par ce système de gouvernance. Certes, ils disposèrent d'une marge de manœuvre, s'empressèrent d'employer quelques parents ou des cadres de leur parti (s'ils venaient de l'opposition), négocièrent avec les bailleurs et purent ici et là signer des contrats de gré à gré avec des entreprises privées amies pour des montants appréciables, même s'ils étaient limités. La raison de cette résignation est double. D'une part, il y eut le sentiment partagé socialement que tout changeait pour que rien ne change et qu'il fallait donc grappiller de façon opportuniste ce qui pouvait l'être car les temps pouvaient à nouveau devenir moins favorables. De l'autre, adopter ce comportement, c'était se soumettre à la norme, répondre à des demandes pressantes de ses proches sans pour autant heurter ses supérieurs qui eussent interprété une honnêteté foncière comme une critique de leur mode d'être. Si le président avait la capacité de nommer ou de suspendre, de muter ou de démettre, et de punir, les conditions de fonctionnement du nouveau régime tendirent à rendre ces décisions plus difficiles à prendre : n'était pas Idriss Déby qui voulait.

Malgré les manœuvres d'évitement des tribuns du MPS, le débat sur la nature de l'Etat avait été vif durant les assises du DNIS et beaucoup d'observateurs avaient été surpris par la convergence des critiques qui émanaient de représentants de communautés aux antipodes d'un point de vue politique. Sudistes et nordistes se retrouvaient dans une diatribe contre l'Etat central et son incapacité à gérer le local. Le fédéralisme et la décentralisation étaient souvent mentionnés comme des solutions possibles pour répondre aux maux auxquels était confrontée au quotidien la population tchadienne dans le monde rural. Le référendum constitutionnel aurait pu idéalement se saisir de ce débat et permettre à la population de trancher : le pouvoir de Mahamat Kaka n'était pas en jeu et respecter une recommandation du DNIS n'aurait pu que consolider sa légitimité populaire. Rien ne fut fait en ce sens et les autorités ne prirent même pas le temps de justifier leur refus de consulter les Tchadiens sur ce point si sensible. De plus, les chiffres de la participation furent trafiqués à un niveau tel que la crédibilité de la consultation populaire fut d'emblée minée, même pour ceux qui étaient en faveur du texte proposé[54].

C'est le même type de désinvolture que l'on retrouva dans l'organisation de l'élection présidentielle qui vit sans surprise la victoire de Mahamat Kaka. Encore faut-il noter que le comptage s'effectua à une vitesse exceptionnelle, car après avoir annoncé un délai nécessaire de trois semaines pour accomplir cette tâche, la commission électorale proclama les résultats finaux quatre jours après le vote. Il semble que le camp présidentiel se soit ému de la possibilité de voir Succès Masra annoncer sa victoire et tenter de la faire valider par une grande manifestation populaire dans la capitale. En effet, Succès Masra avait une nouvelle fois montré une réelle capacité à rassembler les opposants de tous bords contre le système en place. Ses réunions publiques avaient rassemblé des milliers de personnes, souvent bien plus que celles organisées et stipendiées par le MPS ou les caciques du pouvoir. Tel fut le cas dans les grandes villes du sud du Tchad et à N'Djamena, sans qu'il soit possible de connaître l'état d'esprit ailleurs, dans les villages ou le monde rural. Cependant, l'exaspération populaire était réelle et l'envie de changement plus encore. Mahamat Kaka fit certes campagne sur ce thème mais il lui fut difficile d'incarner cette idée avec, autour de lui, les barons locaux du MPS et des militaires qui inspiraient la peur plus que le respect.

La posture de la transition vis-à-vis du MPS avait significativement évolué avec le temps. Jusqu'aux échéances électorales, les caciques du MPS avaient hésité sur leur rôle dans le nouveau dispositif politique. Certes, ils étaient en nombre dans les instances de pouvoir mais Mahamat Kaka ne montrait guère d'intérêt à s'investir dans le parti qui avait servi de courroie de transmission entre le pouvoir et la population durant le règne de son père. A un moment, certains suggérèrent même que Mahamat allait développer un modèle néo-traditionaliste en suivant une intuition d'Idriss Déby, c'est-à-dire en procédant de façon plus systématique à un morcellement administratif et à la nomination de très nombreux chefs de canton[55]. Pourtant, lorsqu'il fallut mettre en place des comités de campagne, Mahamat Kaka décida rapidement de remobiliser le MPS qui disposait d'une organisation au niveau de toutes les

[54] Entretiens, N'Djamena, décembre 2023.

[55] Valerio Colosio, « (Re)naming the cantons, re-exerting authority : Ambiguous decentralization reforms and the nature of power in rural Chad », *Africa Today*, Vol. 68, n° 3, 2022, pp. 3-23.

régions du pays et pouvait, comme il l'avait fait pour le père, être une machine électorale efficace. La difficulté vint de ce qu'il connaissait bien moins les arcanes et les rivalités intestines du MPS que celles de l'appareil militaire et sécuritaire. Les élections législatives et locales en décembre 2024 et la composition du Sénat permirent de relever qu'il y avait une restauration absolue (s'il y avait eu un doute) du système MPS dans les instances électives : 122 députés MPS et 52 alliés pour un Parlement de 188 sièges ; 43 des 46 sièges de sénateurs, en sachant que 23 autres sont nommés par le président. Soulignons également l'arbitraire des découpages des circonscriptions électorales qui n'attribue aux sept provinces méridionales, qui concentrent à elles seules la majorité de la population, qu'à peine un tiers des sièges à l'Assemblée nationale (soit 63 sur 188)[56].

C'est sans doute l'une des raisons qui expliquent la nomination d'un gouvernement assez étonnant, avec notamment un Premier ministre qui avait été chef du protocole au ministère des Affaires étrangères puis au Palais rose pendant des années. Dépourvu de tout poids politique et de toute expertise administrative, il avait pour lui le fait d'avoir démontré, au fil des ans, une fidélité, une obéissance et une discrétion absolues. Une nouvelle fois, les partisans du président qui avaient espéré une évolution du fonctionnement de l'Etat et une réforme des pratiques de gouvernement restèrent cois. Ils voyaient à l'œuvre des choix que certains avaient dénoncés sans être entendus depuis 2022[57]. L'espace public fut l'une des grandes victimes de ces élections menées tambour battant, sans supervision internationale : après une réelle décompression autoritaire, l'atmosphère redevint pesante sans que l'on comprenne toujours pourquoi l'appareil de sécurité surréagissait à toute contestation, fût-elle mineure[58].

Détracteurs et déçus reprirent soudain la même argumentation peu flatteuse pour la personne du nouveau chef de l'Etat : le président avait une piètre opinion de l'expertise et de l'éducation formelle, ceux qui faisaient figure de technocrates ne restaient pas longtemps dans le premier cercle et étaient remplacés par des courtisans ou des ignorants ; s'imaginant trop souvent omniscient, le président pouvait émettre rapidement des griefs à l'encontre de cadres qui lui rappelaient des règles ou des codes qu'il devait respecter ; il restait convaincu du caractère performatif de sa parole, au point de ne consacrer que très peu de temps à la lecture de notes ou à l'étude de dossiers… Ces allégations n'étaient rien par rapport à ce que certains dans sa propre famille élargie affirmaient, comme on va le voir.

[56] Mathieu Mérino, « L'armée tchadienne est-elle encore une garantie de stabilité interne et régionale ? », *Egmont Papers*, n° 133, 2025, **https://egmontinstitute.be/app/uploads/2025/06/Mathieu-Merino_Paper_133.pdf?type=pdf**

[57] « Foregone electoral conclusion cements Kaka's grip », *Africa Confidential*, Vol. 65, n° 12, 4 juin 2024.

[58] Remadji Hoinathy, « La lutte pour la démocratie au Tchad n'est pas finie », *ISS Today*, 31 juillet 2025.

Régner

La guerre au Soudan, commencée en avril 2023, joua un rôle d'accélérateur dans la recomposition des élites militaires et la préparation des échéances électorales qui pouvaient se financer sans recourir à des soutiens internationaux susceptibles d'être assortis de conditionnalités et de justifications. Il semblerait que la décision de Mahamat Kaka de s'inscrire dans la stratégie émiratie date de juin 2023, sans doute prise ou confirmée lors d'un voyage express à Abou Dhabi sans ses principaux conseillers diplomatiques, à commencer par Mahamat Saleh Annadif, alors ministre des Affaires étrangères. Depuis lors, même si les autorités tchadiennes et émiraties ont multiplié les dénégations, l'aide militaire – et pas seulement humanitaire – émiratie transite au Tchad par différentes voies. Les aéroports d'Amdjarass, d'Abéché et de N'Djamena ont été utilisés, des convois d'équipement débarqués à Douala ont transité par le territoire tchadien et du carburant a été livré en grande quantité aux FSR, quitte à provoquer des pénuries chroniques au Tchad même (il faut dire que cette contrebande alimente également la Centrafrique). Toutes ces activités logistiques liées à la guerre ont été dûment niées sur tous les tons, mais les enquêtes menées par les journalistes, les organisations des droits de l'homme et certaines institutions universitaires sont sans appel.

Les annonces d'aides et de prêts émiratis (plus de 700 millions de dollars en mars 2026) ne reflètent sans nul doute qu'une partie des financements obtenus par la présidence tchadienne, outre les bénéfices réalisés sur l'acheminement de ces équipements sensibles. On peut en effet imaginer, en l'attente de confirmation, qu'une fraction de ces fournitures militaires est restée sur le territoire tchadien à disposition du régime. L'armée ougandaise avait bénéficié de l'aide fournie au mouvement de John Garang dans les années 1990, et on peut penser que ce type d'accord est récurrent, quels que soient le conflit et les généreux donateurs.

Les implications politiques étaient nombreuses. Ces fonds importants, eu égard aux besoins de trésorerie habituels, pouvaient permettre de financer la réalisation d'un projet politique intérieur – la reconfiguration du soutien à Mahamat Kaka – et de promouvoir une politique régionale et internationale plus en phase avec des pays réputés proches comme le Niger. Ils auguraient une plus grande autonomie vis-à-vis de Paris. Ce qui frappe lorsqu'on s'attache à ces aspects est que si l'intuition a existé, la présidence tchadienne n'a pas voulu ou pu réfléchir au calendrier et aux conséquences de ses aspirations politiques. D'où le sentiment des observateurs d'opportunités gaspillées, de fragilités multipliées et d'une instabilité croissante d'un pouvoir qui n'a pourtant jamais eu autant les moyens de sa politique.

« Renationaliser » les *Zaghawa*

A la mort d'Idriss Déby, il était impératif pour le CMT de consolider l'alliance des fidèles, d'organiser une transition pour garder le pouvoir et d'entraver toute possibilité d'évolution civile. Mahamat Kaka se retrouva à l'intersection de toutes ces urgences. Ce processus lui posa

au moins deux problèmes existentiels. D'une part, il devait légitimer sa fonction vis-à-vis d'un lignage où les ambitieux proliféraient. Ses oncles, ses demi-frères, ses cousins avaient chacun de bonnes et de moins bonnes raisons de prétendre jouer un rôle cardinal dans le nouveau régime et ne pouvaient être simplement rassurés par le fait de voir que le pouvoir restait aux mains des militaires au prix de l'exclusion d'une grande majorité de la population. D'autre part, Mahamat était coopté et donc redevable à un groupe compact d'officiers supérieurs qui avaient été les proches de son père, souvent depuis plusieurs décennies, et estimaient qu'il ne pouvait être qu'un *primus inter pares*. Il lui fallait donc reprendre la main et, par des promotions et des mutations, amoindrir l'ascendant que ces officiers avaient sur l'appareil militaire.

Cette double nécessité éclaire la politique menée avec une relative constance entre 2021 et 2024, où sans doute plus d'une centaine d'officiers supérieurs furent mutés, mis à la retraite, ou encore promus à des postes honorifiques et non opérationnels. Cette politique concerna bien évidemment les différents contingents des forces armées mais aussi les organes de sécurité importants que constituaient la gendarmerie, la police, la garde nationale et nomade du Tchad, et l'Agence nationale de la sécurité de l'Etat. Se posa la question du coût de telles décisions car nombre d'officiers (ré)affectés n'entendaient pas quitter leurs fonctions sans une récompense supplémentaire.

L'argent émirati est arrivé bien tard dans ce processus pour servir d'explication, encore que certaines décisions ou nominations aient vu leurs implications financières retardées de plusieurs mois : par exemple, on nommait un général, mais il ne percevrait le salaire afférant que bien plus tard, tout en bénéficiant immédiatement d'autres avantages comme une voiture de fonction, etc. Des observateurs tchadiens insistent sur le fait qu'une partie de l'argent détourné par des proches du président de transition, comme Idriss Youssouf Boy[59], ait servi à mener une telle politique. Cette hypothèse crédible n'a pas valeur de preuve et repose la question de l'accès à de véritables études sur la manière dont le budget tchadien est réalisé, aujourd'hui comme hier. Certes, la presse, les réseaux sociaux et, plus rarement, les organes judiciaires évoquent des détournements de fonds, mais il y a une grande marge entre des propos souvent polémiques et dénonciateurs et le travail de la justice.

Même s'il est difficile d'avoir une vision d'ensemble de tous les promus, on repère des traits communs. D'abord, un rajeunissement important des cadres militaires ou civils, qui explique la popularité dont a pu jouir Mahamat au sein de sa génération. Succès Masra l'avait d'ailleurs pressenti et, lors d'entretiens tenus longtemps secrets avant les assises du DNIS, avait suggéré un pacte avec le président de la transition pour stabiliser le Tchad : lui-même aurait eu le contrôle de la branche civile de l'Etat, quand Mahamat Kaka aurait géré l'appareil militaire et sécuritaire. Le refus du second, maintenu en dépit de pressions régionales et internationales, expliquerait la colère du premier lorsqu'il eut été défait lors de l'élection présidentielle, et son étonnant revirement après quarante jours de réflexion. N'est pas Moïse qui veut[60].

[59] D'abord secrétaire particulier du président de la transition d'avril 2021 à juin 2022, il a été – après une mise à l'écart due au détournement de 13 milliards de francs CFA – nommé directeur du cabinet civil de Mahamat Kaka en avril 2023, poste qu'il occupa jusqu'en septembre 2024. Mis à pied à ce moment-là, il est détenu depuis le début de l'année 2025. Son complice et accusateur, un grand commerçant et ancien maire d'Amdjarass, a été rapidement libéré et autorisé à partir se soigner à l'étranger.

[60] Son arrestation en mai 2025 manifeste l'irritation continue du nouveau pouvoir. Il est condamné, au terme

En ce qui concerne l'origine des impétrants, d'une part, il est manifeste que la dominante *zaghawa* et *gorane* de l'appareil de force n'a pas été remise en cause. Mais il faut souligner, même si en proportion ce phénomène est moindre, que des éléments d'autres groupes ethniques, notamment *Mimi* du Ouaddaï, *Hadjaraï* du Guéra, Arabes, ont également été promus. Une nouvelle fois, les sudistes ont pu se sentir laissés pour compte. Dans la fonction publique civile, les choix ont semblé respecter ces priorités mais offrir plus de postes aux clients politiques, qui étaient eux recrutés sur l'ensemble du territoire national. Le problème, dans tous les cas, fut la question de la compétence véritable des promus et de l'absence de toute procédure de vérification des qualifications requises.

Pour autant qu'on puisse saisir de telles nuances sur la seule base d'entretiens, une seconde caractéristique semble avoir été importante. Certains sous-clans *gorane* ou *zaghawa* furent plus privilégiés que d'autres, ce qui constitua une rupture par rapport aux usages. Par exemple, si les *Gorane* furent bien traités, le nombre de promus issus du Nord Kanem – et notamment du sous-clan de la mère du président – fut sans commune mesure avec l'importance démographique de leurs sous-clans au sein des *Gorane*. Les *Anakaza*, le plus important des sous-clans *gorane*, firent grise mine et l'on put sans peine entendre l'un ou l'autre murmurer que Hissène Habré était d'une tout autre étoffe en tant que chef d'Etat. On pourra toujours arguer que promouvoir ces *Gorane* était un moyen efficace de barrer le passage aux partisans du FACT ou du CCMSR, dont nombre de combattants étaient originaires de cette même région.

Du côté des *Zaghawa*, avec la même prudence méthodologique, on constate deux tendances lourdes. La première est la relative mise à l'écart des *Kobé*, un clan *zaghawa* coupable de plusieurs péchés originaux : d'abord, de posséder de nombreux cadres et intellectuels qualifiés tant au sein de l'appareil militaire que civil ; ensuite, d'être un ensemble humain transfrontalier entre le Tchad et le Soudan ; enfin, d'avoir des relations familiales plus ou moins étroites avec les cadres du Mouvement pour la justice et l'égalité soudanais ou ses scissions. La seconde est la promotion des branches tchadiennes des *Zaghawa* aux dépens de leurs homologues soudanais, tendance qui s'affirma surtout après le début de la guerre au Soudan, et le choix de soutenir les FSR plutôt que d'adopter la plus grande neutralité.

Mais ces prédispositions du régime n'eurent rien de systématique, car il fallut aussi tenir compte des réseaux d'amitié, des influences et de la nécessité d'étouffer des contestations. Le nouveau président se trouva face à une série d'oppositions basées sur des histoires ou des revendications particulières. La guerre au Soudan avait ouvert une boîte de Pandore, mais il serait erroné de penser qu'elle ait constitué la seule motivation des opposants, même si cet argument se prêtait le plus facilement au discours propagandiste : la solidarité ethnique n'est-elle pas « naturelle » et donc « obligée » ?

Sur la base d'une telle description, on peut repérer trois grands bassins d'opposition (avec d'évidents chevauchements) auxquels le nouveau président doit faire face en 2026.

---

d'un procès qui ne fait pas honneur à la justice tchadienne, à vingt ans de prison et à une amende de 1 milliard de francs CFA de dommages et intérêts, comme l'indique Human Rights Watch dans un communiqué (« Tchad : 20 ans de prison pour un dirigeant de l'opposition. Succès Masra reconnu coupable d'incitation à la violence et de complicité de meurtre », Human Rights Watch, **https://www.hrw.org/fr/news/2025/08/12/tchad-20-ans-de-prison-pour-un-dirigeant-de-lopposition**). Le vrai problème posé par le massacre de Mandakao, à l'origine de ce procès fabriqué contre l'opposant, est la multiplication des conflits entre éleveurs et agriculteurs, qui demande un tout autre traitement.

Le premier se trouve dans la famille élargie. Disons-le : la description[61] que fait Mahamat Kaka de son enfance et de son adolescence, au sein d'une famille aimante, ne correspond pas à ce que l'on entend souvent dans la communauté *zaghawa*. Pour ne citer que le défunt Saleh Déby[62], oncle paternel du président, une vision autrement plus négative est diffusée dans les cercles *zaghawa* et dans certains groupes de discussion sur WhatsApp. Selon lui et de nombreux autres, Mahamat ne fut pas légitime dans la famille même d'Idriss Déby Itno. Il aurait passé de nombreuses années d'enfance et d'adolescence à être moqué sans ménagement par ses pairs, notamment dans sa famille élargie. Sa scolarité aurait été un échec qu'Idriss Déby aurait interrompu en le rappelant au Palais rose[63]. Ces mauvais traitements expliqueraient certains de ses comportements en tant que président. D'une part, son amitié très forte avec Idriss Youssouf Boy, qui aurait souffert des mêmes harcèlements dans sa propre famille et aurait souvent pris la défense de Mahamat contre les autres enfants ou adolescents *zaghawa*, d'où d'ailleurs son surnom de Makambo[64]. En tout cas, ce procès en légitimité n'a pu que durcir les opinions des uns et des autres sur des questions essentielles : fallait-il privilégier à tout prix les *Zaghawa* aux dépens d'autres groupes comme les *Gorane* ou les Arabes tchadiens ? Fallait-il conserver aux *Zaghawa* une unité transfrontalière qui les rendait incontournables dans la gestion du pouvoir à N'Djamena ?

La question du Soudan et des rapports avec les *Zaghawa* soudanais a toujours été présente, y compris sous Idriss Déby, depuis décembre 1990. Celui-ci avait d'ailleurs expliqué aux futurs rebelles du Darfour, Khalid Ibrahim et ses amis, qu'ils ne devaient pas rêver et qu'il était impossible d'avoir un *Zaghawa* au pouvoir à N'Djamena et un autre à Khartoum. C'est au nom de ce réalisme qu'il avait refusé d'appuyer les mouvements armés au Darfour en 2003 et 2004 et ne s'y était résolu que lorsque la stabilité de son propre régime avait été menacée[65]. Depuis 2010, Idriss Déby n'avait pas remis en cause son accord avec le président soudanais, même si les dirigeants *zaghawa* des mouvements armés darfouris visitaient fréquemment la capitale tchadienne.

Le deuxième bassin de recrutement d'une opposition se nourrit des tensions liées à cette question. Séparer les *Zaghawa* tchadiens (et leurs intérêts) de leurs homologues soudanais n'était pas chose facile. D'une part, les *Zaghawa* soudanais qui s'étaient installés à partir de 1990 au Tchad s'y étaient mariés et leurs enfants pouvaient revendiquer une double appartenance nationale. Nombre d'entre eux avaient alors intégré l'armée ou les services de sécurité. En

[61] Mahamat Idriss Déby Itno, *De Bédouin à Président*, Paris, VA éditions, 2024.

[62] Saleh Déby Itno, frère cadet d'Idriss, fut révoqué de la Direction des douanes pour avoir omis de déposer les recettes au Trésor public en 2013. Plusieurs fois accusé de tentative de coup d'Etat, il rejoignit le Parti socialiste sans frontières de Yaya Dillo en 2020 et fut arrêté à la mort de ce dernier en février 2024. Après quelques mois de détention, il fut libéré et alla se faire soigner en Afrique du Nord. Il mourut au Caire en décembre 2024.

[63] « Qui est réellement Mahamat Kaka, Déby-fils, le nouveau leader du Tchad ? », *Africa Intelligence*, 22 avril 2021.

[64] En décembre 2009, le capitaine Moussa Dadis Camara a eu la vie sauve dans l'enceinte du Bataillon autonome de la sécurité présidentielle à Conakry grâce à un capitaine, Joseph Loua dit Makambo, qui a été criblé de balles par Aboubacar « Toumba » Diakité, aide de camp et chef de la garde rapprochée du chef de la junte guinéenne. Idriss Youssouf Boy est cependant emprisonné depuis le printemps 2025 après avoir été démis de ses fonctions en septembre 2024. Outre le fait qu'en 2024, Mahamat était beaucoup plus à l'aise dans ses fonctions présidentielles et avait sans doute moins besoin de lui, il semblerait que le véritable motif ait été moins le détournement d'importantes sommes attribuées par les Emiratis, comme l'affirmait la rumeur publique, qu'un enregistrement dans lequel Idriss Youssouf Boy proposait à Abou Dhabi de parier sur lui, plutôt que sur son président. Ce défi expliquerait la durée intrigante de son incarcération.

[65] Roland Marchal, « The roots of the Darfur conflict and the Chadian civil war », *Public Culture*, Vol. 20, n° 3, 2008, pp. 429-436.

outre, Idriss Déby n'a jamais hésité après 2005 à recourir aux rebelles *zaghawa* du Darfour pour défendre le régime (comme en février 2008) ou accomplir ses basses œuvres. De plus, le Darfour a historiquement constitué l'épicentre culturel des *Zaghawa*, en dépit de situations coloniales différentes, et les inégalités de développement entre le Soudan et le Tchad ont fait le reste. S'il est vrai que beaucoup de *Zaghawa* tchadiens se sont considérablement enrichis après 2010 et possédaient des biens au Tchad, les investissements au Darfour n'avaient jamais cessé et El-Fasher jouait le rôle de capitale économique pour ce groupe. Ce qui explique le sentiment de rage qui s'est manifesté lors de la prise de la capitale du Nord-Darfour par les FSR en octobre 2025. Commerce, mariages, investissements mutualisaient donc considérablement les intérêts *zaghawa* et affaiblissaient les différences qui existaient bien évidemment entre les deux communautés.

Cette question a cessé d'être purement académique à partir du moment où les combats dans le nord du Darfour ont fragilisé les positions *zaghawa*, entraînant la mort ou la ruine de très nombreux membres de ce groupe ethnique[66]. Le long siège d'El-Fasher, qui débuta en mai 2024, fut particulièrement meurtrier et fut suivi, après octobre 2025, par un véritable ratissage du pays *zaghawa*, les FSR essayant de capturer les combattants qui avaient réussi à s'enfuir dans la confusion des derniers jours de combat. Ces incidents armés se sont rapprochés de la frontière tchadienne et ont mis en alerte les habitants, qui ont sorti leurs armes pour se défendre ou défendre leur parentèle. Cette zone n'était déjà pas un havre de paix, compte tenu de l'arrivée de réfugiés soudanais et de tensions irrésolues avec des communautés arabes ou associées à elles comme les *Tama*. Le massacre de Tiné en mars 2026, ou celui des *Tama* dans le Wadi Fira le mois suivant[67], n'a donc été qu'une occurence parmi de nombreuses autres, au cours desquelles la violence a débordé la frontière et affecté la population tchadienne. Si Hemedti a essayé avec peu de succès de contrôler ses troupes et d'indemniser éventuellement les familles des victimes, les dégâts se sont étendus. Les incidents violents ont aussi pu être la résultante à la fois de réactions contre des populations arabes tchadiennes accusées d'aider les combattants des FSR et d'une instrumentalisation par les FAS (et leurs alliés darfouris) qui ciblaient avec des drones des contingents des FSR sans trop de considérations pour les dommages collatéraux. Une dégradation majeure du climat intercommunautaire à la frontière tchado-soudanaise ne pouvait que jouer en faveur des FAS. L'attaque d'un drone à plus de quatre-vingts kilomètres à l'intérieur du territoire tchadien, le 21 août 2026, corrobore encore cette analyse, tant le gouvernement tchadien s'est alors affolé[68].

La position du pouvoir tchadien est ainsi devenue très complexe. Il fallait empêcher les probables poursuites sur le territoire tchadien des FSR, dont la discipline n'était pas la qualité première. Il a fallait également éviter que, comme cela s'était massivement produit dans les

[66] Episode tragique humainement mais célébré au sein d'une grande partie de la population tchadienne qui y a vu un coup porté à ceux qui dominaient sans partage le pouvoir depuis 1990.

[67] A la fin du mois d'avril 2026, une rixe entre *Tama* et *Zaghawa* a fait plus de quarante-cinq morts. Au-delà d'un conflit intercommunautaire latent, se posait aussi la question des réseaux de recrutement des FSR, d'autant plus que, du côté *zaghawa*, il s'agissait de soldats.

[68] De nombreux observateurs pensent néanmoins que le drone était égyptien et avait frappé un convoi destiné aux FSR qui, parti de Koufra au sud de la Libye, était rentré au nord du Tchad avant de tenter de traverser la frontière vers le Darfour dans une zone contrôlée par les FSR. Il n'est pas sûr que les FAS et les Forces conjointes aient alors eu intérêt à une radicalisation.

années 2000, des soldats tchadiens ne franchissent la frontière avec armes et bagages pour rejoindre leur parentèle. Compte tenu de l'évolution depuis décembre 2025, il s'agissait aussi en 2026 d'empêcher une véritable contre-offensive à partir du territoire tchadien, qui aurait réuni à la fois des forces soudanaises réorganisées et réapprovisionnées (par des officiers supérieurs tchadiens) et des troupes tchadiennes qui auraient rejoint cette initiative pour venger les victimes des combats depuis 2024. Cela aurait requis un contrôle strict des effectifs et des équipements de l'appareil militaire tchadien, dont on pouvait douter après les protestations des officiers généraux face à la politique de Mahamat Kaka[69].

Le troisième bassin de recrutement pour une dissidence radicale est constitué par un ensemble hétéroclite d'opposants, de déçus et de mouvements armés actifs ou « potentiellement existants », dont certains étaient représentés à Doha en 2022. Cette frange est paradoxale d'un point de vue politique. Il est aisé d'en disqualifier les membres puisqu'aujourd'hui aucun ne fait la une des revues sur Internet et qu'ils sont soit des inconnus, soit des gens qui estiment que leur seul passé justifie un rôle cardinal dans l'avenir. Ce groupe n'est pas du tout homogène politiquement, si ce n'est que tous ses membres condamnent le régime, mais pour des raisons diverses. Pourtant, s'ils sont cités ici, c'est qu'ils peuvent, volontairement ou non, jouer un rôle au-delà de leur trajectoire personnelle. Je citerai un exemple qui met en lumière toutes les ambiguïtés mais aussi le potentiel de telles individualités : Yaya Dillo Djérou.

Pour pratiquement tous les opposants au régime, Yaya Dillo est aujourd'hui présenté comme un martyr de la démocratie au Tchad, après son assassinat en février 2024 par des éléments armés du régime. Parent par sa mère de la famille Itno, il était par son père lié à la famille Erdimi. Son nom est d'abord apparu lors de la création d'un groupe rebelle au Darfour en 2005, qu'il dirigea pendant quelques mois avant d'être évincé par son oncle Timan Erdimi. Mis aux arrêts, il fut libéré et renvoyé au Tchad où il rallia Idriss Déby en occupant plusieurs fonctions officielles à partir de 2008. Il refit parler de lui en 2020 en accusant la première dame, Hinda Acyl, de détournement de fonds destinés à une fondation qu'elle présidait. La mère de Yaya fut tuée lors d'une intervention de forces d'élite pour l'arrêter dans la maison familiale en février 2021. Trois ans plus tard, le même scénario s'est répété lorsque des militaires et des membres de l'ANSE (Agence nationale de sécurité de l'Etat) ont pris d'assaut le siège de son parti, qui a d'ailleurs été détruit quelques heures après par des bulldozers, sans doute pour masquer l'ampleur des combats : l'arrestation ou l'assassinat de l'opposant avait été une véritable opération militaire requérant des armes lourdes.

Yaya Dillo était devenu un problème autant parce qu'il avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de mai 2024 en ayant le soutien d'un oncle de Mahamat Kaka, Saleh Déby, que parce qu'il faisait campagne en milieu *zaghawa* contre la politique d'appui aux FSR. Sa vie publique et les licences qu'il s'était attribuées par rapport au droit commun du fait de son identité dénotaient le faible ancrage de ses revendications démocratiques. Certes, quelques opposants étaient disposés tactiquement à le rejoindre, tout en sachant que son

[69] Une réunion de près de quatre-vingts généraux, dont le chef d'état-major, s'est tenue à N'Djamena en mars 2026 et une délégation de dix-huit de ses membres est allée plaider à la présidence en faveur d'un changement drastique de la politique du Tchad vis-à-vis du conflit soudanais. La colère du président et ses affirmations répétées de neutralité n'ont pas convaincu grand monde.

égocentrisme et son caractère impérieux condamnaient à terme toute possibilité d'alliance[70]. Mais le danger qu'il représentait pour Mahamat Kaka était tel qu'une arrestation musclée (ou pire) fut programmée et mise en œuvre.

Son frère, Ousmane, a alors repris le flambeau de la contestation et a annoncé rejoindre le Soudan pour combattre les FSR, tout en refusant que la *diyya* (le « prix du sang ») soit acquittée pour Yaya. Même son arrestation à El-Fasher en octobre 2025 et sa vie sauvée par Mahamat Kaka ne l'ont pas convaincu de mettre un terme à sa révolte. Livré blessé à N'Djamena, il a demandé un peu de temps pour se faire soigner en Inde avant d'accéder à la requête de Mahamat Kaka et d'accepter la réparation coutumière mais, contrairement à la promesse faite par ses parents, à peine arrivé en Inde, il est reparti au Soudan pour reprendre sa campagne médiatique contre les FSR et Mahamat Kaka. Ousmane n'a certes pas les mêmes talents de polémiste et de démagogue que son frère, mais son action maintient dans l'actualité des questions très déstabilisatrices pour Mahamat Kaka. Le non-paiement de la *diyya* signifie également que la revanche reste une possibilité. Cette menace implicite fait écho à la mort de nombreux *Zaghawa* soudanais et tchadiens dans les affrontements contre les FSR depuis octobre 2025, et à la possible volonté de parents de se venger sur la personne du président.

Le FACT a également joué un rôle dans ce dispositif politique. Ce mouvement, même s'il se tenait coi sur la question des FSR, a survécu aux campagnes militaires menées en 2023 avec l'aide militaire de la France et profité de la brouille très sérieuse entre Paris et Niamey après le coup d'Etat du général Abdourahmane Tiani, en juillet 2023, pour remettre pied sur la zone frontalière entre le Niger et le Tchad. Surtout, son dirigeant était à la recherche d'alliances et plusieurs analystes tchadiens ont fait état de la présence de formateurs du FACT dans des camps de jeunes sudistes tchadiens dans le nord de la République centrafricaine en 2023[71]. Ces camps ont été rapidement démantelés par les forces armées tchadiennes. Cependant, comme les échauffourées musclées de Korbol en janvier 2026, leur existence dénote une radicalisation à laquelle le régime ne sait répondre que par la violence, sans prêter attention aux dommages collatéraux. La tentative de coup d'Etat – ou la mutinerie pour les tenants du régime à Niamey – à la fin du mois d'août 2026 a illustré la complexité des calculs faits de part et d'autre sur les mouvements armés, sans même discuter ici d'une possible implication française[72].

Si cette capacité à lier mécontentement de certaines élites et politique régionale existait, elle n'est pas suffisante pour générer une opposition. Deux éléments dans la situation actuelle l'indiquent. D'une part, même si beaucoup d'acteurs politiques témoignent d'une fragilité actuelle du régime, les mécontents ou les opposants radicaux restent incapables de se rassembler au sein d'une structure commune ou derrière un ou plusieurs dirigeants alternatifs. Cette incapacité signifie que la crise est ouverte mais n'a pas encore atteint un point de rupture. D'autre part, les

[70] Entretiens avec des proches, N'Djamena, novembre 2024. Voir aussi « Kaka paves a hard road to sham poll », *Africa Confidential*, Vol. 65, n° 14, 13 mars 2024.

[71] « Tchad : deux groupes armés rebelles signalés dans le nord de la Centrafrique », RFI, 2 mai 2023, **https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230502-tchad-deux-groupes-rebelles-tchadiens-signal%C3%A9s-dans-l-extr%C3%AAme-nord-de-la-centrafrique**

[72] Matthieu Olivier, « Entre le Niger et le Tchad, une relation compliquée par les groupes armés », *Jeune Afrique*, 8 septembre 2026 ; Olivier Vallée, « Niger : échec à la restauration autoritaire », *Le Réveil de Caliban*, 8 septembre 2026.

Zaghawa doivent se poser quelques questions difficiles. S'ils se sont enrichis depuis au moins quinze ans, sont-ils disposés à tout remettre en jeu pour résoudre un dilemme politique qui ne concerne que les *Zaghawa* soudanais ? De plus, contester le régime de Mahamat Kaka peut aboutir à mettre un terme au contrôle de l'Etat tchadien par les *Zaghawa* et au basculement de celui-ci entre les mains d'une autre communauté, probablement *gorane* à ce stade. Minni Minawi, qui a toutes les raisons du monde d'en vouloir à Mahamat Kaka, a jusqu'à aujourd'hui toujours insisté sur le fait que la priorité au Tchad était de conserver la mainmise sur l'Etat, même si Mahamat Kaka n'était pas sa tasse de thé.

Cette description, si elle est exacte, suggère également une autre question encore plus stratégique. Si l'on accepte la politique de Mahamat Kaka d'appui aux FSR, pourquoi n'avoir pas reconfiguré les alliances internes pour donner plus de poids à des groupes comme les *Gorane* ou les Arabes, qui sont conscients du fait qu'une telle promotion resterait attachée à la personne du président tchadien ? En des termes gramsciens, Mahamat Kaka aurait pu construire un nouveau bloc hégémonique en tissant de nouvelles alliances et/ou en confortant des anciennes, mais cela aurait exigé la mise en œuvre de politiques particulières, pas simplement la promotion d'officiers. Pourquoi se contenter du chant des griots ?

Une nouvelle insertion internationale ?

La mort d'Idriss Déby s'est produite lors d'une période tumultueuse dans la région, avec une multiplication de coups d'Etat et la mise en accusation populaire (et propagandiste) de la politique africaine de la France. Le nouveau régime de transition a également été l'objet d'une attention soutenue des instances internationales car, même si celles-ci ont jeté un voile pudique sur la question du transfert de pouvoir (coup d'Etat ou pas ?), elles escomptaient voir se poursuivre des politiques de coopération antiterroristes avec les Etats sahéliens et le Nigeria. Mahamat Kaka s'est donc retrouvé dans une position relativement inconfortable, d'autant plus que ses interlocuteurs internationaux ne lui reconnaissaient pas la même marge de manœuvre que celle qu'ils avaient accordée à son père.

Il a par exemple été invité à Washington en décembre 2022 ; cette invitation à un sommet Afrique-Etats-Unis, qui marqua peu l'actualité continentale, manifestait au moins la volonté de l'administration Biden de ne pas le considérer comme un putschiste et de poursuivre une coopération sur l'antiterrorisme qui semblait plus nécessaire que jamais, compte tenu des mésaventures françaises croissantes au Mali, des inquiétudes liées à la situation autour du lac Tchad, et des investissements sécuritaires américains importants au Niger. Cependant, les initiatives tchadiennes pour aller de l'avant ont rapidement marqué le pas, et pas seulement parce que des manifestants furent sauvagement agressés sur le parking de l'ambassade américaine le 20 octobre 2022. L'appel de l'ambassadeur américain à un processus électoral transparent et pacifié a détonné par rapport au silence de la majorité de ses collègues présents à N'Djamena, alors que les motifs d'inquiétude se multipliaient. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir en janvier 2025 a encore accentué cette dégradation des relations, avec la suspension de l'octroi de visas pour les Tchadiens, les autorités américaines s'inquiétant de la facilité avec laquelle des

citoyens peu fréquentables de la région avaient pu obtenir un passeport à N'Djamena (souci qui confirmait les craintes sur l'expansion du trafic régional de drogue, en sus des activités des groupes armés).

Le départ puis le retour, quelques mois plus tard, des troupes américaines du Tchad (avril-septembre 2024) ont donné le spectacle d'une volte-face qui témoigna surtout d'un manque de réflexion du gouvernement tchadien, sans grand discernement sur les conséquences à moyen terme d'une telle décision. Ce qui laissa les observateurs interloqués fut d'abord la procédure, qui n'avait suivi aucune des règles protocolaires en vigueur, ce qui indiquait que la décision était plus liée à une humeur qu'à un choix stratégique. La suite des événements l'attesta, en attendant le moment « français ». Ces analystes ont alors évoqué un suivisme vis-à-vis du Niger, qui venait d'expulser les militaires américains, et une possible désinvolture administrative américaine vis-à-vis de l'administration militaire tchadienne, un argument crédible. On peut en ajouter un autre : le débat dans le cercle rapproché du chef de l'Etat entre les partisans d'un rapprochement avec la Russie (notamment porté par le directeur de la communication, d'autres jeunes conseillers et le chef d'état-major de l'armée de l'air, Amine Ahmed Idriss, formé pour une part en Russie), qui étaient séduits par les thèses d'influenceurs comme Kémi Séba (qui fut d'ailleurs invité à N'Djamena en 2025), et d'autres responsables, souvent plus âgés et plus désireux de conserver les alliances traditionnelles. Jamais dans le débat sur cette présence américaine n'a été mentionnée l'utilité concrète de ces forces spéciales.

La Russie s'est en effet activée pour gagner la sympathie de N'Djamena, en s'appuyant sur les relations tissées avec la République centrafricaine, l'Alliance des Etats du Sahel et la Libye de Khalifa Haftar. On sait aujourd'hui que Moscou tenta en 2024 de faire basculer le Tchad, après le Mali, le Burkina Faso et le Niger, dans une posture beaucoup plus hostile vis-à-vis des pays occidentaux[73]. Ce ne fut pas le succès escompté, pour des raisons qui rappellent l'échec français : la mauvaise prise en compte des relations intra-régionales, une offre beaucoup moins intéressante pour ces pays que ne le pensait Moscou, et un coût diplomatique non négligeable. Par exemple, comparé à la République centrafricaine, le Tchad, qui n'était pas sous sanction, n'avait pas besoin d'une aide diplomatique pour négocier une évolution de son régime de sanctions au Conseil de sécurité, pas plus que de la présence de mercenaires pour protéger le président ou faire le coup de feu contre des groupes armés sur le territoire national : il pouvait avoir besoin d'armements, de techniciens et de formateurs, d'investissements dans des secteurs civils (notamment minier et énergétique), de financements, mais il disposait d'une armée aguerrie pour protéger le régime en place. A l'exception du matériel militaire, la Russie avait donc peu à offrir, et cela d'autant plus que ses compagnies les plus expérimentées étaient sous sanctions internationales à cause de la guerre en Ukraine, ou peu désireuses de négocier pied à pied leur présence au Tchad, compte tenu du climat de prédation qui y existait[74].

[73] Voir « Propaganda swamps social media but Moscow fails to sway the juntas », *Africa Confidential*, Vol. 66, n° 8, 16 avril 2026, et surtout l'enquête (2026) de Forbidden Stories, qui décrypte les documents russes.

[74] Voir **https://archive.doingbusiness.org/en/data/exploreeconomies/chad#**. Le Tchad est au 182e rang. Même la Turquie n'a pu s'établir au Tchad compte tenu des mauvaises pratiques de l'élite dirigeante.

De plus, les relations avec les régimes issus des coups d'Etat au Mali, au Burkina Faso et au Niger n'ont pas connu de réchauffement après la mort du maréchal tchadien. En dépit d'une volonté affichée par N'Djamena après 2022 de se rapprocher de ses homologues de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), le Mali d'abord puis le Niger ont montré une réelle réticence, qu'on peut sans doute expliquer par leur crainte de voir le Tchad agir pour des intérêts français, sur la base de l'étroite coopération entre leurs forces armées au Mali après 2013. D'autres motivations ont pris corps avec le temps. Le dirigeant de la junte malienne, Assimi Goïta, en toute logique, aurait dû assumer la présidence du G5 Sahel en mai 2021 et estimait devoir prendre la relève du défunt le plus rapidement possible. Apparemment, conseils pris à Paris, le président de la transition tchadienne lui affirma, lors d'une conversation téléphonique assez animée en mai 2021, que cela n'était pas possible car une telle présidence ne pouvait revenir à un putschiste, ce à quoi le dirigeant malien répliqua en lui demandant qui il était pour dire une chose pareille[75]… Atmosphère !

Avec le Niger, les relations ont été plus compliquées encore. Les relations entre Bazoum et Idriss Déby n'étaient pas des plus chaleureuses et l'élection du premier à Niamey confirma cet état de fait quelques semaines avant la mort du second au Tchad. Les relations entre les deux capitales évoluèrent plus favorablement après la nomination d'Ali Lamine Zine à la primature quelques jours après le coup d'Etat du général Tiani en juillet 2023. Le Premier ministre présentait trois avantages. Du fait de son origine ethnique, il pouvait échanger en *gorane* plutôt qu'en français avec Mahamat Kaka, ce qui rapprochait les deux hommes. Il avait été en poste en N'Djamena pour la Banque africaine de développement et connaissait donc la réalité du pays et le comportement de ses élites militaires, ce qui évidemment lui permettait d'éviter de nombreux faux pas. Enfin, à l'inverse d'autres à Niamey ou N'Djamena, il savait être conciliant et ouvert au dialogue, quand bien même il n'était pas un véritable décideur dans son propre pays, un technocrate capable mais pas un militaire.

Plusieurs problèmes ont rendu les relations entre les deux pays beaucoup plus délicates qu'on avait pu l'imaginer initialement, comme l'illustre la tentative de coup d'Etat d'août 2026 mentionnée précédemment. D'abord, la méfiance du chef de la junte envers le président tchadien, suspecté de défendre trop rapidement des vues imputées à Paris (n'oublions pas que Tiani et Macron sont à couteaux tirés). L'intimité entre l'armée française et l'armée tchadienne lui semble si étroite que le doute est permanent. Ensuite, les deux pays ne sont pas confrontés aux mêmes périls djihadistes, et l'absence de synchronisation de leurs opérations militaires jette un doute sur la volonté de coopération de l'un ou de l'autre[76]. Cela révèle en fait un autre problème, entraperçu lors de l'opération Haskanite lancée après une attaque en octobre 2024 de Boko Haram sur le territoire tchadien, qui a provoqué la mort de plus de quarante soldats : Mahamat Kaka a beau s'être gratifié du titre de maréchal en décembre 2024 pour célébrer la « victoire définitive contre les terroristes », les experts militaires occidentaux ont jugé l'opération très mal coordonnée et peu convaincante, eu égard aux entraînements dispensés[77]. Bref, le

[75] Entretiens avec des diplomates et des hommes politiques d'Afrique de l'Ouest et centrale, Paris, 2025 et 2026.

[76] La question sécuritaire autour du lac Tchad risque d'être l'une des plus préoccupantes, dès lors que les observateurs ne seront plus simplement concentrés sur la question du Soudan.

[77] Entretien, N'Djamena, décembre 2024. Des soldats tchadiens avaient échappé de peu à la noyade. Si les principaux contingents étaient représentés, personne ne semblait vouloir ou pouvoir en planifier les opérations.

problème ne se pose pas seulement entre les deux armées, mais aussi au sein de l'armée tchadienne. Enfin, certains opposants nigériens ont trouvé refuge au Tchad grâce à leur proximité lignagère avec de hauts responsables de l'appareil sécuritaire. Le général Tiani en a pris ombrage et autorisé le FACT à se regrouper beaucoup plus au sud du Niger, donc bien plus près de la frontière tchadienne[78].

Mais le véritable tournant a bien sûr été la rupture de la relation entre le Tchad et la France, avec le rappel exigé des troupes françaises en novembre 2024, et leur départ fin janvier 2025[79]. Une nouvelle fois, ce qui aurait pu être le fruit d'une décision stratégique, prise au terme d'une réflexion au sein des cercles dirigeants tchadiens avec une idée précise des alternatives possibles pour répondre à des besoins indiscutables (notamment en termes de renseignement), a été décrété sur un coup de sang (sans doute justifié) et sans aucune préparation véritable pour amortir les coûts politique et sécuritaire. En effet, cette décision n'a pas été le fruit de la propagande russe, mais fondamentalement le résultat de l'arrogance de Paris, dont les responsables n'avaient toujours pas tiré les leçons, en 2024, de l'échec de Barkhane, et notamment du catastrophique sommet de Pau. Mais Emmanuel Macron était-il encore capable de reconnaître ses propres erreurs ? On en doutait sur la scène politique française.

La présence du président français aux obsèques d'Idriss Déby n'avait pas suscité en soi de polémique au Tchad : le maréchal avait été un allié, quelquefois compliqué, mais un allié et il était normal de lui rendre hommage. Ce qui fut nettement moins accepté fut l'*imprimatur* donné à son fils à un moment où la France, une fois de plus, voulait dire le droit au Sahel, condamnant une aventure militaire au Mali et l'acceptant au Tchad pour défendre ses intérêts bien compris. De fait, en dépit de déclarations de pure forme, la France se contenta de garanties exclusivement rhétoriques et fut aux abonnés absents lors de tous les moments de grande tension. Les enquêtes exigées sur les violences perpétrées contre les manifestants jusqu'au 20 octobre 2022 ne furent jamais menées et Paris acta une fois de plus la valeur performative du verbe de son président. Peu importait le reste, ces audacieuses requêtes restées sans réponse. Personne à l'Elysée n'a osé se demander pourquoi, après des décennies de coopération sécuritaire, les conditions de détention à Koro Toro restaient aussi épouvantables, pour ne pas évoquer l'absence de tout *habeas corpus*, pourtant à la base du système judiciaire. Face à l'offensive informationnelle russe et aux coups d'Etat au Sahel, Emmanuel Macron a estimé qu'il fallait rester à tout prix.

Le comportement des représentants français suscita bien plus d'opposition que la politique qu'ils prétendaient incarner. Après une visite de Mahamat Kaka à l'Elysée dont il était ressorti fort en colère, des membres du premier cercle – pourtant très francophiles – s'interrogèrent ouvertement sur la manière dont Emmanuel Macron osait parler à Mahamat Kaka, « qui était quand même un président en exercice ». Le président français allait faire d'autres impairs. Les conditions dans lesquelles la décision de renvoyer les militaires français fut prise sont à peu

[78] Voir la note 73.

[79] Il faut souligner la très brève période accordée aux troupes françaises pour plier bagage, eu égard à ce qu'il s'est passé ailleurs au Sahel. Du côté du Palais rose, on exigeait de faire au plus vite, craignant un coup d'Etat orchestré par Paris, hypothèse tellement fantaisiste (on était en 2024, pas en 1964) qu'elle aurait dû être disqualifiée immédiatement par le premier cercle. Elle ne le fut pas, ce qui devrait poser problème au président tchadien. Côté français, les militaires avaient décidé dans une rage froide de ne rien négocier et de quitter au plus vite ce pays si peu reconnaissant. Les rancœurs allaient durer.

près connues et, au dire des témoins, le ministre des Affaires étrangères français enfonça le clou[80]. L'ancien ambassadeur au Tchad, Bernard Cochery, présent dans la délégation française et en très bons termes avec le président tchadien, aurait pu s'interposer à une autre époque et réconcilier les deux officiels, comme cela avait été le cas lorsqu'Idriss Déby s'en était pris à Pierre Bérégovoy lors d'une visite de ce dernier à N'Djamena en 1992, mais la culture jupitérienne rendait cela impensable.

La surprise fut immense à Paris autant qu'à N'Djamena, où aucun responsable militaire de premier rang n'avait été consulté. En France, les militaires étaient sans doute les plus écœurés car les liens avec le Tchad, depuis l'épopée de la 2e DB jusqu'à Barkhane, étaient étroits, sentimentaux presque, au-delà de la politique. Des soldats français étaient morts pour le Tchad, et être ainsi mis dehors ne pouvait que nourrir une froide colère. Emmanuel Macron avait alors d'autres problèmes à régler et, sans doute mieux que d'autres dirigeants politiques, comprenait que l'avenir militaire de la France ne se jouerait plus dans des interventions en Afrique mais sur d'autres théâtres, d'abord en Europe. Au Tchad même, après le premier moment d'enthousiasme, les vraies questions se posèrent. Quel risque cette décision représentait-elle pour le pays ? Etait-ce le bon moment alors que le conflit au Soudan ne laissait émerger aucun vainqueur probable sur le court terme ? *Quid* des relations avec l'Union européenne et les institutions de Bretton Woods ?

De façon assez paradoxale, ce tournant dans la relation franco-tchadienne a davantage troublé les opposants tchadiens, qui ont toujours été très critiques vis-à-vis de la présence militaire française. Bien conscients du fait que dans les moments de haute tension la France s'était toujours tenue au côté du régime, ils savaient aussi qu'elle avait tenté, avec des succès divers, de freiner les plus grands excès. L'enthousiasme initial s'est ainsi assez rapidement évaporé face à des questions plus prosaïques concernant la population ordinaire. La présence française a été impériale mais elle a nourri une économie, créé des emplois – et pas seulement pour les parents du président – et garanti certains services sociaux. Le jour officiel de clôture de la présence française ne fut l'occasion d'aucune effusion souverainiste à N'Djamena ni ailleurs dans le pays, en dépit d'une jeunesse souvent charmée par les prises de position radicales de l'AES. La population se demanda simplement ce qui allait vraiment changer.

La visite de Mahamat Kaka à Paris en janvier 2026 et la déclaration d'intentions signée en octobre n'ont n'a pas marqué le renouveau d'une relation, mais ont plutôt mis en évidence la multiplication des impasses, d'un côté comme de l'autre. Côté français, en dépit des sanctions extrêmement sévères prises contre les pays de l'AES, il n'y a pas eu le délitement espéré et Paris a voulu réaffirmer sa présence, sinon sa prééminence, dans les pays où la France avait été contestée, comme la République centrafricaine et le Tchad, en espérant pouvoir peser davantage sur le Niger, comme peut-être la mutinerie d'août 2026 le laisse à penser. Paris aurait pu y gagner le retour de ses militaires au Tchad et la continuation du soutien à un régime qui pratique la fuite en avant dans sa politique régionale. La France a finalement obtenu la grâce de Succès Masra en août 2026, même si son avenir politique restait dans les limbes faute d'une véritable amnistie. Le remaniement ministériel du 22 septembre,

[80] « After Macron's minister leaves, Déby cancels military accord », *Africa Confidential*, Vol. 65, n° 25, 4 décembre 2024.

qui a octroyé le poste de ministre des Affaires étrangères à Ahmed Kogri, ancien dirigeant de l'ANSE de 2017 à 2024, correspond à la fois au règlement d'une dispute au sommet entre son prédécesseur, Abdoulaye Sabré Fadoul, et le tout puissant ministre des Finances, Taher Hamid Ngilin, et à un signal de plus en direction de Paris. Mahamat Kaka, de plus en plus alarmé par le rapprochement des combats au Darfour vers la frontière tchadienne, escompte à la fois une aide accrue au niveau du renseignement, que les drones qu'il a acquis ne lui fournissent pas, et une possible médiation avec les pays de la grande région, qui ont des doutes sur les choix du président tchadien, de la Libye aux Emirats arabes unis en passant par le Nigeria. Sans doute, Paris peut approcher le général al-Burhan plus facilement que Mahamat Kaka, mais le régime tchadien peine à offrir un contenu crédible à une neutralité autant affirmée qu'improbable.

Conclusion : durer pour survivre ?

Quelles conclusions tirer d'une telle analyse ? Une grande partie des observateurs ont les yeux rivés sur la frontière tchado-soudanaise et estiment que l'intensification des batailles dans cette région cristallisera probablement une crise de régime, ou en tout cas un questionnement majeur sur la stabilité du pouvoir à N'Djamena. Cela est sans doute vrai. Mais l'analyse proposée ici incite à nuancer cette automaticité tant d'autres paramètres peuvent intervenir. Plutôt que de se perdre dans l'écriture de scénarios plus ou moins crédibles, il est peut-être plus important de considérer cette période de l'histoire du Tchad pour ce qu'elle est : la fin d'une ère débutée par l'accession des *Zaghawa* au pouvoir grâce à leur nature transnationale et d'un soutien français qui n'avait jamais fléchi depuis décembre 1990. La mort d'Idriss Déby ouvre un autre moment et on aurait tort de limiter le questionnement à la seule plausibilité de l'unité de ce groupe ethnique et de la convergence des multiples groupes armés qui en sont issus d'un côté et de l'autre de la frontière. Ce régime a pu durer pour d'autres raisons que la force brute ou l'appui de l'ancienne puissance coloniale. Trois remarques méritent d'être émises sur ce point.

D'abord, le Tchad ne peut pas échapper à son environnement régional : il participe et conforte un système de satrapies dont cette partie du continent africain peine à se défaire. De la Libye de Khalifa Haftar au Soudan d'Abdel Fattah al-Burhan ou de Hemedti, même en passant par le Soudan du Sud de Salva Kir ou le Niger du général Tiani, l'ordre prétorien apparaît comme la norme et les acteurs extérieurs semblent très bien s'en porter, en dépit, ici et là, de rares hésitations morales presque incongrues tant elles sont devenues sélectives. La République centrafricaine n'est pas différente puisque le régime s'est mis sous la protection renforcée de Wagner et de forces armées rwandaises, dont la seule présence obsède la République démocratique du Congo. Cette cage de fer semble d'autant plus inexpugnable que les dirigeants politiques qui pourraient apparaître comme des alternatives à ce vieil ordre du monde, dès lors qu'ils sont confrontés à un choix stratégique, abondent dans un jeu factionnel décidé ailleurs. La trajectoire d'un Succès Masra, portée par les évangélistes

américains d'un côté et la fraction la plus rassie de la franc-maçonnerie organisée sous la houlette de Denis Sassou-Nguesso de l'autre, souligne le danger de fonder un espoir de dépassement sur un homme providentiel, posture à laquelle la France d'Emmanuel Macron s'est accrochée un temps. Il y a urgence à innover.

Ensuite, au Tchad s'approfondit une dynamique déjà enracinée dans la gouvernance instaurée dans la dernière décennie de sa vie par Idriss Déby et confortée par un cercle de clients politiques très au fait des problèmes à surmonter pour durer. Faute de vision nationale, faute surtout de sentiment citoyen, le lien social se distend et on fait face à une hypercentralisation du pouvoir décisionnaire, acceptée et portée par les tenants d'une institutionnalisation de la domination à travers les instruments traditionnels de la coercition. A cette dynamique qui sonne le glas d'une certaine réalité de l'appareil d'Etat, des normes qu'il a mises en œuvre historiquement pour gouverner le peuple, s'adjoint un processus d'archipélisation de la population, chacun étant sommé de se retrouver dans les nouveaux camps que déterminent les contradictions du pouvoir : la région, le groupe ethnique ou clanique, la religion. L'incapacité du régime de transition, pourtant peuplé par une génération de cadres bien formés, d'agir sur les conflits « infra-politiques » en dit plus long sur les aveuglements du régime que les propos tenus sur les opposants politiques ou les guerres dans les pays voisins.

Enfin, le nouveau président a fait le choix de la guerre pour construire son régime, en servant de marchepied à des intérêts étrangers. Si l'on accepte ce choix, on doit s'interroger sur les aveuglements qui accompagnent sa mise en œuvre. Le départ au Soudan de nombreux combattants a fourni l'occasion au gouvernement tchadien de repenser sa présence et son action dans l'est du Tchad, une zone historique représentant un grand danger pour sa stabilité. Il y a aussi été incité par la hausse des tensions entre réfugiés soudanais et populations locales. Une pacification sur un temps court aurait pu ouvrir la voie à un développement régional, toujours mentionné dans les discours politiques mais jamais mis en œuvre et limité à la seule action humanitaire alimentée par les financements internationaux depuis vingt ans. De ce point de vue, le départ des opposants les plus déterminés au Soudan pouvait permettre de retisser les liens sociaux de façon pacifique entre Tchadiens. De cela il n'a jamais été question à cause d'une véritable invisibilisation des populations. Alors que le nouveau régime avait les moyens de sa politique, il a choisi l'enrichissement personnel et la prévarication aux dépens d'un projet, sans doute plus exigeant sur le court terme mais plus à même de permettre au nouveau régime de durer malgré les inévitables soubresauts que la crise soudanaise va générer.

Le Tchad survivra sans doute à ces nouvelles épreuves, que le régime s'en sorte indemne ou pas. L'Afrique centrale avait besoin d'autre chose, d'un changement de générations certes mais aussi d'un nouveau paradigme de l'exercice du pouvoir. C'eût été une autre transition.

Les Etudes du CERI
Directrice de collection : Stéphanie Balme
Rédactrice en chef : Judith Burko